

## 18e Congrès, Résolution sur le socialisme

Bilans et conclusions sur la construction socialiste au XXe siècle, en se concentrant sur l'URSS. La perception du KKE sur le socialisme.

Le 18ème Congrès du KKE, accomplissant la tâche définie par le 17ème Congrès il y a quatre ans, a approfondi les causes de la victoire de la contre-révolution et de la restauration capitaliste. Cela a été une obligation impérative et opportune pour notre Parti, comme pour tout Parti communiste. C'est ainsi que nous avons affronté cette tâche au cours de toutes les années qui se sont écoulées depuis le XIVe Congrès et la Conférence nationale de 1995. C'est une tâche liée à la renaissance de la conscience et de la foi dans le socialisme.

Depuis plus d'un siècle maintenant, les polémiques bourgeoises contre le mouvement communiste, prenant souvent la forme d'un élitisme intellectuel, concentrent leur feu sur le noyau révolutionnaire du mouvement ouvrier ; ils luttent, en général, contre la nécessité de la révolution et sa descendance politique, la dictature du prolétariat qui est le pouvoir révolutionnaire de la classe ouvrière. En particulier, ils luttent contre les résultats de la première révolution victorieuse, la Révolution d'Octobre en Russie, en s'opposant farouchement à chaque phase où la Révolution a exposé et repoussé les activités contre-révolutionnaires et les barrières opportunistes qui, en dernière analyse, s'affaiblissaient,

directement ou indirectement. , la Révolution au niveau social et politique.

Depuis plus d'un siècle maintenant, tout courant qui nie, recule ou renonce à la nécessité de la lutte révolutionnaire est présenté comme un « socialisme démocratique », en opposition au communisme dit « totalitaire », « dictatorial », « putchiste ». Nous connaissons bien ces polémiques et calomnies contre le communisme scientifique, contre la lutte des classes. Ils concernent non seulement les conditions du capitalisme, mais, sous différentes formes et conditions, également le processus de formation des nouvelles relations sociales, ainsi que leur expansion et leur maturation dans les relations communistes.

Aujourd'hui, l'opportunisme international s'est regroupé à travers le « Parti de la gauche européenne », qui a intensifié le ton de la rhétorique du « socialisme démocratique », dans les conditions d'une manifestation synchrone de la crise économique capitaliste.

C'est pour cette raison que dans le débat sur la « démocratie socialiste », différents poids et mesures sont utilisés pour juger les événements qui se déroulent au cours de l'une ou l'autre période, dans le but explicite d'effacer la contribution de la construction socialiste. Dans certains cas, ils nient l'intégralité des 70 ans d'histoire de l'URSS, dans d'autres, ils visent spécifiquement la période au cours de laquelle ses fondations socialistes ont été érigées. Quoi qu'il en soit, ils

soutiennent toujours les pratiques politiques qui constituent des déviations par rapport à la voie socialiste.

Le KKE reste ferme dans la défense de la contribution de la construction socialiste en URSS, en général de la construction socialiste au cours du 20ème siècle , à la lutte pour le progrès social, pour l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Aujourd'hui, notre Parti est idéologiquement plus endurci et politiquement plus expérimenté pour réfuter les interventions idéologiques des centres bourgeois propagées à travers leurs périodiques et leurs livres ou via le processus éducatif. Il s'agit ici d'interventions susceptibles d'exercer une certaine influence dans l'entourage immédiat du Parti, voire au sein même du Parti.

Nous étudions le cours impitoyable de la lutte des classes pendant la transition vers la nouvelle société, pour sa fondation et son développement, pour l'expansion et l'approfondissement des nouveaux rapports de production et de distribution, de tous les rapports sociaux et pour le façonnage de l'homme nouveau. . Nous mettons en avant les contradictions, les erreurs et les déviations sous la pression du rapport de forces international, sans recourir au nihilisme généralisé.

Nous examinons les choses de manière critique et autocritique afin de rendre le KKE, en tant que partie du mouvement communiste international, plus fort dans la lutte

pour le renversement du capitalisme et pour la construction du socialisme. Nous étudions et jugeons le cours de la construction socialiste de manière autocritique, c'est-à-dire en étant pleinement conscients que nos faiblesses, nos lacunes théoriques et nos évaluations erronées constituent également une partie du problème.

Nous allons de l'avant vers des évaluations et des conclusions supplémentaires, vers l'enrichissement de notre conception programmatique du socialisme, armés d'un esprit collectif, d'une conscience de soi des difficultés et des carences et d'une détermination révolutionnaire. Nous sommes bien conscients que les futures études historiques, menées par notre Parti et par le mouvement communiste au niveau international, éclaireront sans aucun doute davantage les questions liées à l'expérience de l'URSS et des autres pays socialistes. Il ne fait aucun doute que de nouvelles questions nécessitant une amélioration et un approfondissement de certaines de nos évaluations apparaîtront sur le devant de la scène. Le développement de la théorie du socialisme-communisme est une nécessité, un processus vivant, un défi pour notre Parti et pour le mouvement communiste international, aujourd'hui et à l'avenir.

Le KKE a l'expérience pour garantir la continuation, l'enrichissement des connaissances et d'une perception unitaire, comme il l'a fait depuis son 14<sup>ème</sup> Congrès.

Les procédures pré-congrès ont révélé la responsabilité et la maturité des membres et des cadres du Parti, dans leur capacité à exprimer leurs opinions dans la direction, avec les critères et selon les grands axes des Thèses du CC, qui ont été massivement approuvées.

Le nouveau CC est chargé d'organiser de nouvelles recherches sur les sujets spécifiques identifiés, de rechercher la coopération d'autres forces communistes, en particulier celles des pays qui se sont engagés dans le passé dans la construction socialiste, de choisir les modalités de participation du Parti. membres dans la formulation finale des conclusions qui seront le résultat final de ces études spécialisées.

Avec la décision actuelle du 18ème Congrès , le KKE enrichit sa conception programmatique du socialisme.

Notre Parti émerge plus puissant et plus uni, capable d'inspirer et d'unir de nouvelles forces ouvrières et populaires, en particulier celles des plus jeunes, dans la lutte pour le socialisme.

Le 18 ème Congrès exprime son optimisme révolutionnaire quant au fait qu'au cours des années à venir, un regroupement du mouvement communiste international (dont le KKE fait partie) se manifestera, un regroupement sur la base du développement de son orientation idéologique et stratégique communiste. unité.

## A. La contribution du système socialiste

1. Le développement du capitalisme et la lutte des classes ont inévitablement placé le communisme sur le devant de la scène historique au milieu du XIXe siècle . Le premier programme scientifique communiste est le « Manifeste communiste » rédigé par K. Marx et le Père. Engels il y a 160 ans, en 1848. La première révolution prolétarienne fut la Commune de Paris en 1871. Avec le 20 e siècle vint le succès de la Révolution socialiste d'Octobre en Russie en 1917, qui fut le point de départ de l'une des plus grandes réalisations de la civilisation en Russie. L'Histoire de l'humanité, l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme. Par la suite, après la Seconde Guerre mondiale, le pouvoir d'État a été conquis dans une série de pays d'Europe, d'Asie, ainsi que sur le continent américain, à Cuba, dans le but de construire le socialisme.

Malgré les divers problèmes des pays socialistes, le système socialiste du 20ème siècle a prouvé la supériorité du socialisme sur le capitalisme et les énormes avantages qu'il apporte pour la vie et les conditions de travail des peuples.

L'Union soviétique et le système socialiste mondial constituaient le seul véritable contrepoids à l'agression impérialiste. Le rôle de l'Union soviétique dans la victoire du peuple antifasciste, pendant la Seconde Guerre mondiale, a été décisif. L'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) a écrasé la machine militaire des forces allemandes et

alliées qui avaient envahi le territoire soviétique. Il a libéré une série de pays d'Europe des forces d'occupation allemandes. Plus de 20 millions de citoyens soviétiques ont donné leur vie pour la patrie socialiste, tandis que 10 millions ont été handicapés ou blessés. L'étendue des dégâts matériels sur le territoire soviétique était énorme.

Les victoires de l'Armée rouge ont considérablement propulsé le développement des mouvements de libération nationale et antifascistes, dirigés par les partis communistes. Dans de nombreux pays d'Europe centrale et orientale, la lutte antifasciste, avec la contribution décisive de l'URSS, était liée au renversement du régime bourgeois.

L'État socialiste a fourni des exemples historiques de solidarité internationaliste aux peuples qui luttaient contre l'exploitation, l'occupation étrangère et l'intervention impérialiste. Ils ont contribué de manière décisive à la dissolution du système colonial et à la limitation des affrontements et conflits militaires.

Les réalisations des travailleurs dans les États socialistes ont constitué une référence pendant de nombreuses décennies et ont contribué aux acquis remportés par la classe ouvrière et le mouvement populaire dans les sociétés capitalistes. L'équilibre international des forces qui s'est formé après la Seconde Guerre mondiale a contraint les États capitalistes, dans une certaine mesure, à reculer et à manœuvrer pour restreindre la ligne de lutte révolutionnaire et créer les

conditions dans lesquelles ils pourraient assimiler le mouvement ouvrier.

L'abolition des rapports de production capitalistes a libéré l'humanité des liens de l'esclavage salarié et a ouvert la voie à la production et au développement des sciences dans le but de satisfaire les besoins de l'homme. De cette manière, chacun avait la garantie d'un travail, de soins de santé et d'éducation publics gratuits, de la fourniture de services bon marché de l'État, d'un logement et d'un accès à la créativité intellectuelle et culturelle. L'éradication complète du terrible héritage de l'analphabétisme, combinée à l'augmentation du niveau général d'éducation et de spécialisation et à l'abolition du chômage, constituent des réalisations uniques du socialisme. En Union soviétique, selon le recensement de 1970, plus des trois quarts de la population active des villes et 50 % des travailleurs des zones rurales avaient achevé des études de niveau intermédiaire ou supérieur. [1]

L'URSS, au cours des 24 années qui ont précédé l'assaut nazi, a fait de grands progrès dans son développement économique et social, réduisant ainsi les inégalités dont elle avait hérité. La révolution culturelle, en tant qu'élément indissociable de la construction socialiste, a donné aux travailleurs la possibilité de connaître et d'expérimenter les réalisations de la culture humaine.

En Union soviétique, en 1975, la loi garantissait que la durée du travail ne pouvait pas dépasser 41 heures par semaine [2],

parmi les plus basses au monde. Tous les travailleurs se voyaient garantir des jours de repos et de détente ainsi que des congés payés annuels. Le temps de repos a été prolongé et son contenu a été modifié. Cette période s'est transformée en une période de développement du niveau culturel et éducatif des travailleurs, du renforcement de leur participation au pouvoir ouvrier et au contrôle de l'administration des unités productives.

La sécurité sociale des travailleurs était la priorité absolue de l'État socialiste. Un système complet de prestations de retraite, avec l'atteinte importante de limites d'âge basses pour la retraite (55 ans pour les femmes, 60 ans pour les hommes), a été créé. Le financement du fonds de retraite de l'État était garanti par les crédits budgétaires de l'État et par les cotisations d'assurance des entreprises et des institutions. Des conditions similaires prévalaient dans le reste des États socialistes européens.

Le pouvoir socialiste a jeté les bases de l'abolition de l'inégalité des femmes, surmontant les grandes difficultés qui existaient objectivement. Le socialisme assurait dans la pratique le caractère social de la maternité et de la garde socialisée des enfants. Il a institué l'égalité des droits pour les femmes et les hommes dans les domaines économique, politique et culturel, même si toutes les formes de relations inégales entre les deux sexes, qui se sont enracinées au fil du temps, n'ont pas été éradiquées.

La dictature du prolétariat, le pouvoir ouvrier révolutionnaire, en tant qu'État qui exprimait les intérêts de la majorité sociale des exploités, et non de la minorité des exploités, s'est révélée une forme supérieure de démocratie. Pour la première fois dans l'Histoire, l'unité de production pourrait devenir le noyau de la démocratie, avec la participation représentative des travailleurs au pouvoir et à l'administration, la possibilité d'élire et de rappeler des représentants entre eux pour participer aux niveaux supérieurs du pouvoir. Le pouvoir ouvrier a démarginalisé les masses et un grand nombre d'organisations de masse se sont développées : syndicales, culturelles, éducatives, féminines, de jeunesse, où la majorité de la population était organisée.

La propagande bourgeoise et opportuniste, parlant du manque de liberté et des régimes antidémocratiques, projette les concepts de « démocratie » et de « liberté » dans leur contenu bourgeois, identifiant la démocratie avec le parlementarisme bourgeois et la liberté avec l'individualisme bourgeois et la propriété capitaliste privée. La véritable essence de la liberté et de la démocratie sous le capitalisme est la coercition économique de l'esclavage salarié et de la dictature du capital, dans la société en général et en particulier au sein des entreprises capitalistes. Notre approche critique concernant le contrôle et la participation des travailleurs et du peuple n'a aucun rapport avec les

polémiques bourgeoises et opportunistes concernant la démocratie et les « droits » en URSS.

La Révolution d'Octobre a lancé un processus d'égalité entre les nations et les nationalités dans le cadre d'un État multinational géant et a tracé la voie à suivre pour résoudre le problème national en abolissant l'oppression nationale sous toutes ses formes et manifestations. Ce processus a cependant été mis à mal au cours de l'érosion des relations socialistes et a finalement été stoppé avec les développements contre-révolutionnaires des années 1980.

Les États socialistes ont déployé de sérieux efforts pour développer des formes de coopération et de relations économiques basées sur le principe de l'internationalisme prolétarien. Avec la création en 1949 du Conseil d'assistance mutuelle (CMA), un effort a été fait pour former un nouveau type de relations internationales sans précédent, basé sur les principes d'égalité, d'intérêt mutuel et d'entraide entre les États qui construisaient le socialisme. Le niveau de développement du socialisme dans chaque État ouvrier révolutionnaire n'était pas le même. Cela dépendait dans une large mesure du niveau de développement capitaliste qui existait au moment de la conquête du pouvoir – une question qui doit être prise en considération lors des évaluations et des comparaisons.

Les progrès qui ont sans aucun doute été réalisés dans les États socialistes, par rapport à leur point de départ ainsi que

par rapport au niveau de vie des travailleurs du monde capitaliste, prouvent que le socialisme recèle un potentiel intrinsèque pour une élévation spectaculaire et continue de la prospérité sociale. et pour le développement global des hommes et des femmes.

Ce qui était historiquement nouveau, c'est que cette évolution concernait les masses dans leur ensemble, contrairement au développement capitaliste qui est étroitement lié à l'exploitation et à l'injustice sociale, avec de grandes dévastations comme celle qui s'est produite avec les populations indigènes du continent américain, en Australie, avec le système esclavagiste massif aux États-Unis au cours des siècles précédents, avec l'exploitation coloniale, avec l'anarchie de la production et la destruction des grandes crises économiques qui en ont résulté, avec les guerres impérialistes, le travail des enfants et bien plus encore.

La contribution et la supériorité de la construction socialiste en URSS doivent être jugées en corrélation avec la stratégie impérialiste d'encerclement qui a causé de grandes destructions, des obstacles et des menaces continus.

B. Positions théoriques sur le socialisme en tant que premier stade inférieur du communisme

2. Le socialisme est la première étape de la formation socio-économique communiste ; ce n'est pas une formation socio-économique indépendante. C'est un communisme immature et sous-développé .

L'établissement complet des relations communistes nécessite de surmonter les éléments d'immaturation qui caractérisent son stade inférieur, le socialisme.

Un communisme immature signifie que les relations communistes dans la production et la distribution n'ont pas encore pleinement prévalu. La loi fondamentale du mode de production communiste est valable : « Production proportionnelle pour la satisfaction élargie des besoins sociaux. »

Les moyens de production concentrés sont socialisés, mais au début subsistent encore des formes de propriété individuelle et collective qui constituent la base de l'existence des relations marchandise-argent. Des formes de coopératives de production se mettent en place, dans les secteurs où le niveau des forces productives ne permet pas encore la socialisation des moyens de production. Les formes de propriété collective constituent une forme de propriété transitoire entre la propriété privée et la propriété sociale, et non une forme immature de relations communistes.

Une partie des besoins sociaux est couverte de manière universelle et gratuite. Cependant, une part encore importante du produit social destiné à la consommation individuelle est distribuée selon le principe « à chacun selon son travail, tandis que chacun travaille selon ses capacités ». Dans les conditions du communisme développé, la répartition

du produit social est basée sur le principe : « à chacun selon ses besoins ».

Sous le socialisme, en raison de son immaturité économique, subsistent des inégalités sociales, une stratification sociale, des différences significatives, voire des contradictions, comme celles entre la ville et la campagne, entre les travailleurs intellectuels et les ouvriers, entre les travailleurs spécialisés et les travailleurs non qualifiés. Toutes ces inégalités doivent être complètement éradiquées, progressivement et de manière planifiée.

Au cours de la construction du socialisme, la classe ouvrière acquiert progressivement, et non de manière uniforme, la capacité d'avoir une connaissance intégrale des différentes parties du processus productif, du travail d'encadrement, un rôle substantiel dans l'organisation du travail. En raison des difficultés de ce processus, il est encore possible que les travailleurs ayant un rôle de direction dans la production, les travailleurs engagés dans un travail intellectuel et possédant une haute spécialisation scientifique, aient tendance à isoler l'intérêt individuel et l'intérêt de l'unité de production de l'entreprise. L'intérêt social, ou tendraient à revendiquer une plus grande part du produit social total, puisque « l'attitude communiste » à l'égard du travail n'a pas encore prévalu.

Le saut qui a lieu pendant la période de construction socialiste, c'est-à-dire pendant la période révolutionnaire de transition du capitalisme au communisme développé, est

qualitativement supérieur à tous les précédents, puisque les relations communistes, qui ne sont pas de nature exploitante, ne sont pas façonnées dans le cadre du capitalisme. Une lutte des « germes » du nouveau contre les « vestiges » de l'ancien système a lieu dans toutes les sphères de la vie sociale. C'est une lutte pour le changement radical de toutes les relations économiques et, par extension, de toutes les relations sociales, vers des relations communistes.

La révolution sociale ne peut pas se limiter uniquement à la conquête du pouvoir et à la formation de la base économique du développement socialiste, mais elle s'étend tout au long du parcours socialiste ; cela inclut le développement du socialisme pour atteindre le stade communiste supérieur. Au cours de cette transition à long terme de la société capitaliste à la société communiste développée, les politiques du pouvoir ouvrier révolutionnaire, avec le Parti communiste comme force dirigeante, acquièrent la priorité dans la formation, l'extension et l'approfondissement des nouveaux rapports sociaux, dans leur suprématie pleine et irréversible, non pas de manière subjectiviste, mais fondée sur les lois du mode de production communiste.

C'est ainsi que la lutte de classe de la classe ouvrière se poursuit – dans des conditions nouvelles, avec d'autres formes et moyens – non seulement pendant la période où les bases du socialisme sont posées, mais aussi pendant le développement du socialisme. Il s'agit d'une bataille permanente pour l'abolition de toute forme de propriété

collective et individuelle sur les moyens et les produits de production, ainsi que pour l'abolition de la conscience petite-bourgeoise qui a de profondes racines historiques. C'est une lutte pour la formation d'une conscience sociale et d'une attitude analogues correspondant au caractère directement social du travail. Par conséquent, la dictature du prolétariat, en tant qu'instrument de domination et de lutte des classes, est nécessaire, non seulement pendant la « période de transition », pour la consolidation du nouveau pouvoir, la réalisation des mesures pour le développement de la nouvelle économie. et l'abolition des relations capitalistes, mais aussi pendant le développement du socialisme jusqu'à sa maturation vers le stade communiste supérieur.

3 . La construction socialiste est un processus ininterrompu qui commence par la conquête du pouvoir par la classe ouvrière. Au départ, le nouveau mode de production se forme, essentiellement qui prévaut après l'abolition complète des relations capitalistes, du rapport entre le capital et le travail salarié. Par la suite, les nouvelles relations s'étendent et s'approfondissent, les relations communistes et le nouveau type d'homme se développent à un niveau supérieur qui garantit leur suprématie irréversible, à condition que les relations capitalistes aient été abolies à l'échelle mondiale ou au moins dans les pays développés et influents de le système impérialiste.

La voie socialiste comporte la possibilité d'un renversement et d'un retour en arrière vers le capitalisme. Un tel recul n'est pas un phénomène nouveau dans le développement social et constitue en tout cas un phénomène temporaire dans son histoire. C'est un fait irréfutable qu'aucun système socio-économique n'a jamais été immédiatement consolidé dans l'histoire de l'humanité. La transition d'une phase inférieure de développement à une phase supérieure n'est pas un simple processus ascendant. Ceci est démontré par l'histoire même de la prédominance du capitalisme.

4. L'approche plaidant en faveur de l'existence de « sociétés de transition », présentant des caractéristiques distinctes tant par rapport au capitalisme que par rapport au socialisme, est incorrecte. Partant de ce point de vue, le développement des relations capitalistes en Chine et au Vietnam est interprété à tort comme représentant des « sociétés multisectorielles » de transition.

Nous ne négligeons pas les caractéristiques particulières de la période que la bibliographie marxiste appelle « période de transition », au cours de laquelle la révolution socialiste cherche la victoire, une éventuelle guerre civile se développe et la lutte acharnée des relations communistes (socialistes) immatures qui commencent à peine à se développer contre les relations d'exploitation capitalistes, qui n'ont pas encore été abolies, est menée. L'expérience historique a montré que cette période ne peut pas durer longtemps. En URSS, cette période s'est achevée au milieu des années 1930. La lutte

contre les relations capitalistes et les difficultés liées à la construction d'une base socialiste se sont accentuées en raison de l'héritage féodal et patriarcal des anciennes colonies de la Russie tsariste. Lénine, en son temps, notait que l'étendue, la durée et la nature des mesures transitoires dépendraient du niveau de développement des forces productives que le socialisme hérite du capitalisme. [3] Il a également souligné que pour les pays où l'industrie est plus développée, les mesures de transition vers le socialisme deviennent réduites ou, dans certains cas, même complètement inutiles.

La période de transition n'est pas indépendante du processus de construction socialiste, puisque c'est au cours de son déroulement que sont établies les bases du développement d'une société communiste dans sa première phase.

C'est également une erreur de limiter exclusivement à la période de transition les phénomènes sociaux et les

contradictions qui continuent, dans une certaine mesure, à exister également pendant la phase immature (socialiste) du communisme (formes de production individuelle et coopérative, existence de systèmes marchands). relations monétaires, différence entre ville et campagne). Une telle approche perçoit le socialisme comme une société sans classes, la persistance de la contradiction entre travail manuel et travail intellectuel étant la seule caractéristique qui le différencie du communisme développé. Ainsi, selon cette approche, c'est pendant la phase socialiste que s'effectue le dépérissement de l'État, que la dictature du prolétariat cesse d'exister. Cette vision se démarque de l'approche de classe de la question de l'État et de la lutte des classes sous le socialisme. Elle sous-estime le rôle du facteur subjectif dans le développement socialiste. Dans certains cas, cela tend vers un déclin spontané des formes de propriété individuelle-coopérative, des relations marchandise-argent. Il minimise le caractère de la propriété sociale, sur la base de problèmes réels de « médiation » entre producteurs.

5. La formation du mode de production communiste commence par la socialisation des moyens de production concentrés, par la planification centrale, par la répartition de la main-d'œuvre dans les différentes branches de l'économie,

par la répartition planifiée du produit social, par la la formation d'institutions de contrôle ouvrier. Sur la base de ces nouveaux rapports économiques, les forces productives, l'homme et les moyens de production, se développent à un rythme rapide ; la production et la société tout entière s'organisent. L'accumulation socialiste est atteinte, ainsi qu'un nouveau niveau de prospérité sociale.

Ce nouveau niveau permet l'extension progressive de nouveaux rapports dans le domaine des forces productives qui auparavant n'étaient pas suffisamment mûres pour être incluses dans la production directement sociale. Les conditions matérielles nécessaires à l'abolition de toute différenciation dans la répartition du produit social entre les travailleurs de la production directement sociale, des services sociaux, ainsi qu'à la réduction continue du temps de travail nécessaire, sont continuellement élargies.

C'est une erreur de prétendre qu'une véritable socialisation présuppose l'abolition complète de la distinction entre le

travail de direction et le travail de direction. Il en va de même de la thèse selon laquelle la « nationalisation » (transformation en propriété d'État) des moyens de production au nom de la dictature du prolétariat est quelque chose de distinct de leur « socialisation ». Ces arguments tendent à remettre en question le rôle de la dictature du prolétariat en tant qu'instrument de la lutte de classe du prolétariat, qui ne se limite pas aux devoirs d'écraser les activités contre-révolutionnaires de la bourgeoisie, mais a aussi le devoir fondamental de construire les nouvelles relations, d'éradiquer toutes les différences et inégalités sociales.

La socialisation dans le socialisme, ainsi que toute l'organisation de l'économie et de la société, s'effectue à travers l'État de la classe ouvrière, sous la direction du Parti communiste, qui dépend de la mobilisation des masses ouvrières, du contrôle ouvrier.

La suprématie complète des relations communistes, le passage à la phase supérieure de la nouvelle formation socio-économique présuppose l'abolition complète des classes. Cela exige l'abolition non seulement de la propriété capitaliste, mais aussi de toute forme de propriété privée et collective sur les moyens de production et le produit social, l'éradication complète de la différence entre ville et campagne, entre travail manuel et travail intellectuel, l'une des racines les plus profondes de l'inégalité sociale, l'extinction complète des contradictions nationales. [4]

Conformément à la loi sociale universelle de la correspondance des rapports de production avec le niveau de développement des forces productives, chaque niveau historiquement nouveau de développement des forces productives, initialement atteint par la construction socialiste, exige une nouvelle « révolution » des relations de la production et de toutes les relations économiques, dans le sens de leur transformation complète en relations communistes, au moyen de politiques révolutionnaires. Comme la pratique l'a montré, tout retard ou, plus important encore, tout recul dans le développement des relations socialistes conduit à une accentuation de la contradiction entre les forces productives et les rapports de production. Sur

cette base, les contradictions et différenciations sociales peuvent se transformer en antagonismes sociaux et conduire à une exacerbation de la lutte des classes . Dans le socialisme, il existe une base objective qui donne la possibilité aux forces sociales d'agir, sous certaines conditions, comme vecteurs potentiels de relations d'exploitation, comme cela a été le cas en URSS dans les années 1980.

6. Le développement du mode de production communiste dans sa première étape, le socialisme, est un processus par lequel la distribution du produit social sous forme monétaire est abolie. La production communiste – même à son stade immature – est directement une production sociale : la division du travail ne s'effectue pas dans un but d'échange, elle ne s'effectue pas par le biais du marché et les produits du travail consommés individuellement ne sont pas des marchandises.

La division du travail dans les moyens de production socialisés repose sur le plan qui organise la production et détermine ses

proportions, dans le but de satisfaire les besoins sociaux élargis et la répartition des produits (valeurs d'usage). En d'autres termes, il s'agit d'une division planifiée du travail social qui intègre directement – et non via le marché – le travail individuel, comme partie du travail social total. La planification centrale répartit le temps de travail total de la société, de sorte que les différentes fonctions du travail soient dans des proportions correctes afin de satisfaire les différents besoins sociaux.

La planification centrale exprime la cartographie consciente des proportions objectives de production et de distribution, ainsi que l'effort pour le développement global des forces productives. C'est pour cette raison qu'il ne faut pas le comprendre comme un instrument techno-économique, mais comme un rapport communiste de production et de distribution qui lie les travailleurs aux moyens de production, aux corps socialistes. Elle implique un choix consciemment planifié des motivations et des objectifs de production et vise la satisfaction étendue des besoins sociaux (loi économique fondamentale du mode de production communiste). Les lois directrices de la planification centrale ne peuvent être identifiées avec le plan existant à un moment donné, qui

devrait refléter de manière scientifique ces proportions objectives.

Parmi les problèmes de la planification centrale figure la question complexe de la détermination des « besoins sociaux », en particulier dans des conditions internationales où le capitalisme façonne une conception plutôt déformée de ce que sont réellement les besoins sociaux. Les besoins sociaux sont déterminés en fonction du niveau de développement des forces productives atteint au cours d'une période historique donnée. Ces besoins doivent être compris dans leur contexte historique, évoluant en fonction du développement des forces productives. De même, la manière de réaliser la loi fondamentale du communisme doit évoluer, dans le but de surmonter les insuffisances et les différenciations qui existent dans la couverture des besoins sociaux.

7. Une caractéristique de la première étape des relations communistes est la distribution d'une partie des produits «

selon le travail ». Un débat théorique et politique s'est élevé autour de la « mesure » du travail. La répartition d'une partie de la production socialiste « selon le travail » (qui ressemble dans sa forme à l'échange marchand [5]) est un vestige du capitalisme. Le nouveau mode de production n'a pas encore réussi à s'en débarrasser, car il n'a pas développé toute la force productive humaine nécessaire et tous les moyens de production dans les dimensions nécessaires, grâce à une large utilisation des nouvelles technologies. La productivité du travail ne permet pas encore une réduction significative du temps de travail, l'abolition du travail pénible et unilatéral, de manière à abolir le besoin social du travail obligatoire.

La répartition planifiée de la force de travail et des moyens de production entraîne la répartition planifiée du produit social. La distribution du produit social ne peut pas s'effectuer à travers le marché, basé sur les lois et les catégories de l'échange marchand. Selon Marx, le mode de distribution changera lorsque le mode particulier de l'organisme social productif et le niveau historique correspondant de développement des forces productives changeront [6] (par exemple, ceux-ci étaient à un certain niveau en URSS dans les années 1930, mais à un niveau différent en URSS dans les années 1950 et 1960).

Le marxisme définit clairement le temps de travail comme la mesure de la participation individuelle du producteur au travail commun. Par conséquent, le temps de travail du producteur est également défini comme une mesure de la part qu'il mérite du produit destiné à la consommation individuelle et distribué en fonction du travail. [7] Une autre partie (éducation, santé, médicaments, chauffage, etc.) est déjà distribuée en fonction des besoins. Le « temps de travail » [8] sous le socialisme n'est pas le « temps de travail socialement nécessaire » qui constitue la mesure de la valeur pour l'échange de marchandises dans la production marchande. Le « temps de travail » est la mesure de la contribution individuelle au travail social pour la production du produit total. C'est ce qui est noté de manière caractéristique dans « Le Capital » : « Dans la production socialisée, le capital-argent est exclu du tableau. La société distribue la force de travail et les moyens de production aux différentes branches de production. Les producteurs recevront, s'ils le désirent, des bons papier avec lesquels ils pourront prélever du stock de produits de consommation de la société un montant analogue au temps qu'ils ont travaillé. Ces bons ne sont pas de l'argent. Ils ne circulent pas . [9]

L'accès à la partie du produit social qui est distribuée « selon le travail » est déterminé par la contribution individuelle au travail de chacun dans l'ensemble du travail social, sans distinction entre le complexe et le simple, le travail manuel ou autre. La mesure de la contribution individuelle est le temps de travail, que le plan détermine en fonction des besoins totaux de la production sociale ; les conditions matérielles du processus de production dans lequel le travail « individuel » est inclus ; les besoins particuliers de la production sociale pour la concentration de la main-d'œuvre dans certaines zones, branches, etc. ; les besoins sociaux particuliers, comme la maternité, les personnes ayant des besoins particuliers, etc. ; la position personnelle de chaque individu vis-à-vis de l'organisation et de l'exécution du processus productif. En d'autres termes, le temps de travail doit être lié à des objectifs tels que la conservation des matériaux, la mise en œuvre de technologies plus productives, une organisation plus rationnelle du travail, le contrôle ouvrier de l'administration-gestion.

Le développement planifié des forces productives dans le mode de production communiste devrait libérer de plus en plus de temps de travail, qui devrait ensuite être utilisé pour élever le niveau éducatif et culturel des travailleurs ; permettre la participation des travailleurs à l'exercice de leurs fonctions concernant le pouvoir ouvrier et l'administration de la production, etc. Le développement global de l'homme en tant que force productive dans la construction du nouveau type de société et des relations communistes (y compris l'attitude communiste à l'égard du travail directement social) est une relation à double sens. Selon la phase historique, l'un ou l'autre camp aura préséance.

Le développement de la planification centrale et l'extension de la propriété sociale dans tous les domaines rendent progressivement l'argent superflu, supprimant son contenu en tant que forme de valeur.

8. Le produit de la production individuelle et coopérative, dont la plus grande partie provient de l'agriculture, est

échangé avec le produit socialiste au moyen des rapports marchandise-argent. La production coopérative est dans une certaine mesure subordonnée à la planification centrale, qui détermine la partie de la production allouée à l'État et fixe les prix de l'État, ainsi que les prix maximaux pour la partie de la production allouée via le marché coopératif.

La voie à suivre pour résoudre les différences entre la ville et la campagne, entre la production industrielle et agricole, consiste à : et d'autres moyens de progrès scientifique et technologique fournis par l'État socialiste et lui appartenant et pour l'amélioration de la productivité du travail ; la création d'une infrastructure solide pour la préservation du produit contre les aléas météorologiques imprévus ; la soumission du travail directement social pour la production des matières premières agricoles et leur transformation industrielle à des organisations socialistes unifiées. Cette orientation sert à transformer l'ensemble de la production agricole en une partie de la production directement sociale.

C. Socialisme en URSS - Causes de la victoire de la contre-révolution

9. Nous nous concentrons sur l'expérience de l'URSS, car elle constitue l'avant-garde de la construction socialiste. Une étude plus approfondie de l'évolution du socialisme dans le reste des États européens ainsi que de l'évolution du pouvoir socialiste dans les pays asiatiques (Chine, Vietnam, RPD de Corée) et à Cuba est nécessaire.

Le caractère socialiste de l'URSS repose sur les éléments suivants : l'abolition des rapports de production capitalistes, l'existence d'une propriété socialiste à laquelle (en dépit de diverses contradictions) est soumise la propriété coopérative, la planification centrale, le pouvoir ouvrier et les gains sans précédent dont bénéficient tous les travailleurs. personnes.

Cela ne peut être nié par le fait qu'après une certaine période, le Parti a progressivement perdu son caractère révolutionnaire directeur et que, par conséquent, les forces contre-révolutionnaires ont pu dominer le Parti et le gouvernement dans les années 1980.

Nous qualifions les développements de 1989-1991 de victoire de la contre-révolution. Ils ont constitué le dernier acte du processus qui a conduit au renforcement des inégalités et des différences sociales et des forces de contre-révolution et de régression sociale. Ce n'est pas un hasard si ces développements ont été soutenus par la réaction internationale, si la construction socialiste, en particulier pendant la période de l'abolition des relations capitalistes et de la fondation du socialisme, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, concentre la colère idéologique et politique de l'impérialisme international. . Nous rejetons le terme « effondrement », car il sous-estime l'étendue de l'activité contre-révolutionnaire, la base sociale sur laquelle elle peut se développer et prédominer, en raison des faiblesses et des déviations du facteur subjectif au cours de la construction socialiste.

La victoire de la contre-révolution en 1989-1991 ne prouve pas un manque de développement des conditions matérielles nécessaires au début de la construction socialiste en Russie.

Marx a noté que l'humanité ne se pose pas elle-même mais les problèmes qu'elle peut résoudre, car le problème lui-même ne surgit que lorsque les conditions matérielles de sa solution sont réunies. À partir du moment où la classe ouvrière, principale force productive, lutte pour accomplir sa mission historique, et plus encore depuis le début de la révolution, les forces productives se sont développées jusqu'au niveau du conflit avec les rapports de production, avec le régime capitaliste. En d'autres termes, les conditions matérielles du socialisme, sur lesquelles les conditions révolutionnaires ont été créées, existent déjà.

Lénine et les bolcheviks considéraient que les problèmes d'un retard relatif dans le développement des forces productives (« niveau culturel ») ne seraient pas résolus par un pouvoir intermédiaire entre les pouvoirs bourgeois et prolétarien, mais par la dictature du prolétariat. [dix]

D'après les données statistiques de cette période, les rapports de production capitalistes au stade monopolistique de leur développement prédominaient en Russie. C'est sur cette base matérielle que dépendait le pouvoir révolutionnaire pour la socialisation des moyens de production concentrés. [11] La classe ouvrière de Russie, en particulier son segment industriel, a fondé les soviets comme noyaux organisationnels d'action révolutionnaire, sous la direction du PC (b), dans la lutte pour la conquête du pouvoir d'État. Le Parti bolchevique, sous la direction de Lénine, était théoriquement préparé à la révolution socialiste : analyse de la société russe, théorie du maillon faible de la chaîne impérialiste, évaluation de la situation révolutionnaire, théorie de la dictature du prolétariat. Il a fait preuve d'une capacité caractéristique à servir sa stratégie avec les tactiques correspondantes – à chaque étape du développement de la lutte de classes – : alliances, mots d'ordre, manœuvres, etc.

Cependant, le socialisme a été confronté à des difficultés supplémentaires spécifiques, dues au fait que la construction socialiste a commencé dans un pays avec un niveau de développement des forces productives inférieur (moyen-

faible, comme le caractérisait VI Lénine) par rapport aux pays capitalistes avancés [12] et avec un développement très inégal, dû à la survivance de relations précapitalistes, en particulier dans les anciennes colonies asiatiques de l'empire tsariste. La construction socialiste a commencé après les énormes destructions de la Première Guerre mondiale et en pleine guerre civile. Par la suite, elle a été confrontée aux immenses destructions de la Seconde Guerre mondiale, alors que les puissances capitalistes, comme les États-Unis, n'ont jamais connu de guerre à l'intérieur de leurs frontières. En revanche, ils ont utilisé la guerre pour surmonter la grande crise économique des années 1930.

Le gigantesque développement économique et social qui s'est accompli dans ces conditions prouve la supériorité des rapports de production communistes, même à leur stade initial de développement. Les développements ne confirment pas les évaluations de plusieurs courants opportunistes et petits-bourgeois. Les points de vue sociaux-démocrates sur l'immaturation de la révolution socialiste en Russie n'ont pas été confirmés. Les positions trotskistes affirmant qu'il était impossible de construire le socialisme en URSS ne le sont pas non plus. L'opinion selon laquelle la société qui a émergé après la Révolution d'Octobre n'avait pas de caractère

socialiste ou a rapidement dégénéré après les premières années de son existence, et donc que l'interruption des 70 ans d'histoire de l'URSS était inévitable, est erronée. subjective et ne peut être étayée par des faits.

Nous rejetons les théories qui prétendent que ces sociétés seraient une sorte de « nouveau système d'exploitation » ou une forme de « capitalisme d'État », comme le prétendent divers courants opportunistes.

En outre, ces développements ne valident pas la position globale du courant « maoïste » vis-à-vis de la construction du socialisme en URSS, de la caractérisation de l'URSS comme social-impérialiste, du rapprochement de la Chine avec les États-Unis, ainsi que les incohérences en matière de construction socialiste en Chine (par exemple la reconnaissance de la bourgeoisie nationale comme alliée dans la construction socialiste, etc.).

Notre propre évaluation critique considère comme acquise la défense de la construction du socialisme en URSS et dans les autres pays.

10. La contre-révolution en URSS n'est pas le résultat d'une intervention militaire impérialiste, mais plutôt de l'intérieur et du sommet, du fait de la mutation opportuniste du PC et de l'orientation politique correspondante du pouvoir soviétique. Nous accordons la priorité aux facteurs internes, aux conditions socio-économiques qui reproduisent l'opportunisme sur la base de la construction socialiste, sans bien sûr sous-estimer l'effet à long terme et l'ingérence multiforme de l'impérialisme dans le développement de l'opportunisme et son évolution vers une force contre-révolutionnaire.

Sur la base de la théorie du communisme scientifique, nous avons formulé une étude dans le sens suivant :

L'économie, c'est-à-dire l'évolution des rapports de production et de distribution au cours de la fondation du socialisme et de son développement ultérieur, comme base pour l'émergence et la résolution des contradictions et différenciations sociales.

Le fonctionnement de la dictature du prolétariat et le rôle du PC sous le socialisme, l'étape inférieure du communisme.

La stratégie et les développements du mouvement communiste international.

11. Le cours de la construction d'une nouvelle société en Union soviétique était déterminé par la capacité du PC bolchevique à remplir son rôle révolutionnaire et directeur. Avant tout, élaborer et formuler la stratégie révolutionnaire requise à chaque étape ; faire face à l'opportunisme et apporter une réponse décisive aux nouvelles demandes et défis émergents du socialisme-communisme en développement.

Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, les bases du développement de la nouvelle société étaient créées. La lutte des classes qui a conduit à l'abolition des relations capitalistes et à la suprématie du secteur de production socialisé, sur la base de la planification centrale, était menée avec succès. Des résultats impressionnants ont été obtenus en matière de croissance de la prospérité sociale.

Après la Seconde Guerre mondiale et la reconstruction d'après-guerre, la construction socialiste est entrée dans une nouvelle phase. Le Parti était confronté à de nouvelles exigences et à de nouveaux défis concernant le développement du socialisme-communisme. Le XXe Congrès du PCUS (1956) constitue un tournant, car lors de ce congrès une série de positions opportunistes ont été adoptées sur des questions liées à l'économie, à la stratégie du mouvement communiste et aux relations internationales. Le rapport de forces dans la lutte menée pendant toute la période précédente s'est modifié, avec un virage en faveur des positions révisionnistes-opportunistes, avec pour résultat que le Parti a commencé à perdre progressivement ses caractéristiques révolutionnaires. Dans les années 1980, avec

la perestroïka, l'opportunisme s'est pleinement transformé en une force traîtresse et contre-révolutionnaire. Les forces communistes cohérentes qui ont réagi pendant la phase finale de la trahison, au 28e Congrès du PCUS, n'ont pas réussi à la dénoncer à temps et à organiser la réaction révolutionnaire de la classe ouvrière.

Évaluations de l'économie au cours de la construction socialiste en URSS

12. Avec la formulation du premier Plan de Planification Centrale, les questions économiques suivantes étaient déjà au centre du débat théorique et de la lutte politique : la production socialiste est-elle une production marchande ? Quel est le rôle de la loi de la valeur, des relations marchandise-argent dans la construction socialiste ?

Il est incorrect de prétendre théoriquement que la loi de la valeur est une loi de mouvement du mode de production communiste dans sa première étape (socialiste). Cette approche est devenue dominante depuis les années 1950 en URSS et dans la majorité des PC. Cette position a été renforcée par le maintien des relations marchandise-argent, lors de la transition prévue de la production individuelle à la production coopérative. Cette base matérielle a exacerbé les lacunes théoriques et les faiblesses politiques dans la formulation et la mise en œuvre de la planification centrale. Au cours des décennies suivantes, les politiques opportunistes ont encore affaibli la planification centrale, érodé la propriété sociale et renforcé les forces contre-révolutionnaires.

13. La première période de construction socialiste jusqu'à la Seconde Guerre mondiale a été confrontée au problème fondamental et primordial de l'abolition de la propriété capitaliste et de la gestion planifiée des problèmes sociaux et économiques hérités du capitalisme et exacerbés par l'encerclement et l'encerclement impérialistes. intervention. C'est durant cette période que le pouvoir soviétique a réduit

considérablement les profondes inégalités que la révolution avait héritées de l'empire tsariste.

Au cours de la période 1917-1940, le pouvoir soviétique a enregistré pour l'essentiel des succès. Elle a réalisé l'électrification et l'industrialisation de la production, l'expansion des moyens de transport et la mécanisation d'une grande partie de la production agricole. Elle a lancé une production planifiée et atteint des taux impressionnants de développement de la production industrielle socialiste. Il a réussi à développer les capacités productives nationales dans toutes les branches industrielles. Des coopératives de production (kolkhozes) et des fermes d'État (sovkhozes) furent créées, établissant ainsi les bases de l'expansion et de la suprématie des relations socialistes dans la production agricole. La « révolution culturelle » était réalisée. La formation d'une nouvelle génération de spécialistes et de scientifiques communistes a commencé. La réalisation la plus importante est l'abolition complète des rapports de production capitalistes, avec l'abolition de la main-d'œuvre salariée, jetant ainsi les bases d'une nouvelle formation socio-économique.

14. La mise en œuvre de certaines « mesures transitoires », dans la perspective de l'abolition complète des relations capitalistes, était inévitable dans un pays comme la Russie des années 1917-1921.

Les facteurs qui ont contraint le PC bolchevique à mettre en œuvre une politique temporaire de préservation, dans une certaine mesure, des rapports de production capitalistes étaient : la composition de classe, où l'élément agraire petit-bourgeois était majoritaire, l'absence de système de distribution, d'approvisionnement et de distribution. mécanisme de contrôle, l'ampleur de la petite production arriérée et, surtout, la détérioration dramatique des conditions de subsistance et de vie, due aux destructions causées par la guerre civile et l'intervention impérialiste. Tous ces facteurs rendaient alors difficile le développement d'une planification centrale à moyen terme.

La Nouvelle Politique Économique (NEP), mise en œuvre à la suite de la guerre civile, constituait une politique de concessions temporaires au capitalisme. Son objectif fondamental était de restaurer l'industrie des ravages de la guerre et, sur cette base, de construire dans le domaine de la production agricole des relations qui « attireraient » les agriculteurs dans les coopératives. Un certain nombre d'entreprises furent confiées à l'usage des capitalistes (sans que ceux-ci en aient le droit de propriété), le commerce se développa, les échanges entre la production agricole et l'industrie socialisée furent réglementés sur la base du concept de « l'impôt en nature ». La possibilité a été donnée aux paysans de mettre sur le marché le reste de leur production agricole.

Les manœuvres et les concessions temporaires aux relations capitalistes qui sont exigées dans certaines circonstances et conditions particulières ne sont en aucune manière une caractéristique inévitable du processus de construction socialiste. Il est présomptueux et trompeur d'utiliser la NEP, comme l'ont fait les dirigeants du PCUS avec la perestroïka dans les années 1980, pour justifier le tournant vers la propriété privée et les relations capitalistes.

15. La nouvelle phase de développement des forces productives à la fin des années 1920 a permis le remplacement de la NEP par la politique « d'attaque du socialisme contre le capitalisme », qui avait pour objectif principal l'abolition complète des relations capitalistes. Les concessions envers les capitalistes ont été retirées et la politique de collectivisation a été développée, c'est-à-dire l'organisation coopérative complète de l'économie agricole, principalement sous sa forme développée, le kolkhoze [13]. Dans le même temps, les sovkhozes, unités socialistes d'État de production agricole basées sur la mécanisation de la production et dont l'intégralité du produit était la propriété sociale, se développèrent (bien que de manière limitée).

Le premier plan quinquennal a débuté en 1928, sept ans après la victoire de la révolution (la guerre civile a pris fin en 1921). Dès le début, le pouvoir soviétique a éprouvé des difficultés à formuler un plan central pour l'économie socialiste, principalement en raison de la persistance des relations capitalistes (NEP) et du nombre exceptionnellement

élevé de producteurs individuels de marchandises, principalement des paysans. Les faiblesses étaient également évidentes dans le facteur subjectif, le Parti, qui ne disposait pas de cadres spécialisés pour guider l'organisation de la production et était donc obligé pendant un certain temps de dépendre presque exclusivement des spécialistes bourgeois.

Les conditions spécifiques (encercllement impérialiste, menace de guerre combinées à un retard considérable) ont forcé la promotion de la collectivisation à un rythme accéléré, ce qui a aiguisé la lutte des classes, en particulier dans les zones rurales. Il y a bien sûr eu des erreurs et certains excès bureaucratiques dans le développement du mouvement de collectivisation de la production agricole, qui ont été soulignés par le Parti lui-même dans ses décisions de cette période [14]. Cependant, l'orientation du pouvoir soviétique vers le renforcement et la généralisation de ce mouvement allait dans le bon sens. Il visait le développement d'une forme transitoire de propriété (coopérative) qui contribuerait à la transformation de la petite production marchande individuelle en production directement sociale.

16. La politique « d'attaque du socialisme contre le capitalisme » a été menée dans des conditions de lutte de classes intense. Les koulaks (la bourgeoisie du village), les couches sociales qui ont bénéficié de la NEP (les hommes de la NEP) et des sections de l'intelligentsia issues des anciennes classes exploiteuses ont réagi de nombreuses manières, y compris par des actes de sabotage contre l'industrie (par exemple « l'affaire Shakhty »). [15]) et des activités contre-révolutionnaires dans les villages. Ces intérêts antisocialistes de classe se reflétaient au sein du PC, où se développaient des courants opportunistes.

Les deux tendances fondamentales de l'« opposition » (Trotsky – Boukharine) qui existaient à cette époque avaient une base commune : l'absolutiisation des éléments arriérés de la société soviétique. Au cours des années 1930, leurs points de vue convergeaient vers la thèse selon laquelle il était prématuré de surmonter les relations capitalistes en URSS. Leurs positions ont été rejetées par l'AUCP (bolchevique) et n'ont pas été confirmées par la réalité.

En cours de route, plusieurs forces opportunistes ont établi des contacts avec des forces ouvertement contre-révolutionnaires qui organisaient des plans visant à renverser le pouvoir soviétique en coopération avec les services secrets des pays impérialistes.

Les conditions du moment imposaient la confrontation directe et résolue de ces centres aux procès de 1936 et 1937, procès qui révélèrent des conspirations avec des éléments de l'armée (affaire Toukhatchevski, réhabilité à la suite du XXe Congrès ), ainsi qu'au secret services de pays étrangers, notamment de l'Allemagne.

Le fait que certains cadres dirigeants du Parti et du pouvoir soviétique aient été à la tête de courants opportunistes prouve qu'il est possible même aux cadres d'avant-garde de dévier, de s'incliner face à l'acuité de la lutte des classes et de rompre finalement leurs liens avec le mouvement communiste et passer du côté de la contre-révolution.

17. Après la Seconde Guerre mondiale, le débat sur les lois de l'économie socialiste, débat qui s'était apaisé à cause de la guerre, s'est à nouveau intensifié. Une confrontation s'est développée autour de problèmes spécifiques [16] entre deux courants théoriques et politiques fondamentaux, les « marketeurs » et les « anti-marketeurs » (tovarniki et anti-tovarniki), confrontation qui a impliqué cadres du Parti et économistes.

IV Staline, en tant que secrétaire général du CC du Parti, était à l'avant-garde des discussions organisées au sein du parti et soutenait la direction anti-marché. Il a contribué à l'élaboration de directives politiques allant dans ce sens, par exemple la fusion des kolkhozes, la dissolution des « entreprises auxiliaires » dans les kolkhozes (production de matériaux de construction). Il s'est opposé au courant qui prônait le renforcement des relations marchandise-argent [17], rejetant les propositions visant à confier les moyens de production mécanisés aux kolkhozes. Il reconnaissait que la production socialiste n'est pas une production marchande et

que, par conséquent, la loi de la valeur ne peut être réconciliée avec ses lois fondamentales. Il a souligné le rôle de la planification centrale dans l'économie socialiste. Il a soutenu que les moyens de production ne sont pas des marchandises, même s'ils apparaissent comme des marchandises « dans la forme, mais pas dans le contenu ». Ils ne deviennent des marchandises que dans le commerce extérieur [18]. Il a également reconnu que le fonctionnement de la loi de la valeur (des relations marchandise-argent) en URSS avait ses racines dans la production agricole coopérative et individuelle, et que la loi de la valeur ne réglemente pas la production socialiste et sa distribution.

Des polémiques ont été menées contre les économistes du « marché » et les dirigeants politiques qui affirmaient que la loi de la valeur était en général aussi une loi de l'économie socialiste. Une critique à juste titre a également été adressée aux économistes qui soutenaient l'abolition complète de la distribution sous forme monétaire, sans tenir compte des limites objectives encore imposées par la base productive de la société de l'époque.

Un point faible de cette approche était la thèse selon laquelle les moyens de consommation sont produits et distribués comme des marchandises [19]. Cette thèse n'était correcte que dans la mesure où elle concernait les produits de la production socialiste destinés au commerce extérieur, ainsi que l'échange de produits entre l'industrie socialiste et la production coopérative et individuelle. C'était inexact en ce qui concerne les autres moyens de consommation de la production socialiste, qui ne sont pas des marchandises, même s'ils ne sont pas distribués librement.

Cette approche estimait à juste titre qu'en URSS la propriété coopérative (kolkhoze) et la circulation des produits de consommation individuelle sous forme de marchandises avaient commencé à agir comme un frein au puissant développement des forces productives, car elles bloquaient le plein développement de l'économie centrale. Planification dans tout le spectre de la production-distribution. Il soulignait les différences entre les deux classes coopérantes, la classe ouvrière et la classe agraire kolkhozienne, mais aussi la nécessité de les abolir à travers l'abolition programmée de la marchandisation de la production agricole et la

transformation des kolkhozes en propriété sociale [20]. Au début des années 1950, les dirigeants soviétiques estimaient à juste titre que les problèmes au niveau économique étaient l'expression de l'aggravation de la contradiction entre les forces productives qui se développaient et les rapports de production en retard. Le développement des forces productives avait atteint un nouveau niveau après la reconstruction de l'économie d'après-guerre. Une nouvelle poussée dynamique pour le développement ultérieur des forces productives exigeait un approfondissement et une extension des relations socialistes (communistes immatures). Le retard des derniers concernés : la Planification Centrale, l'approfondissement du caractère communiste des rapports de distribution, une participation ouvrière plus énergique et plus consciente à l'organisation du travail et au contrôle de son administration de bas en haut, l'éradication de toutes les formes de production marchande individuelle, la subordination des coopératives les plus développées à la production directement sociale.

Il était devenu nécessaire que les relations communistes s'étendent consciemment, d'une manière bien planifiée, théoriquement et politiquement préparée, et qu'elles conquièrent la suprématie dans les domaines de la

production sociale où, dans la période précédente, leur pleine domination n'était pas encore assurée. possible (du point de vue de leur maturité matérielle, de la productivité du travail).

La maturité de l'expansion des relations communistes dans la production agricole concerne dans une large mesure la capacité de l'industrie à fournir les machines correspondantes, la capacité de la Planification Centrale à réaliser des travaux pour l'amélioration de la productivité agricole, la protection contre les calamités climatiques, etc. Le fait qu'au début des années 1950 existait encore des inégalités en URSS, d'importantes conditions préalables en matière de mécanisation et d'infrastructures avaient été créées, offrant la possibilité d'avancer dans cette direction. Le Rapport d'activité du CC du PC (b) au 19ème Congrès mentionne un certain nombre de données qui prouvent la conclusion susmentionnée – l'existence de 8.939 Stations de Tracteurs Machines, l'augmentation de la puissance de traction des tracteurs de 59% par rapport à l'avant- niveau de guerre, la mise en œuvre de projets d'irrigation et de bonification des terres pendant la période de reconstruction d'après-guerre, les progrès dans la fusion des kolkhozes en de plus grands au cours de la période 1950-1952 (97 000 kolkhozes en 1952 contre 254 000 en 1950), etc. 21]

Cependant, il restait encore de petits kolkhozes [22] qui ont dû fusionner en de plus grands dans le sens de la socialisation de la production agricole, comme le soutenait la direction du PC bolchevique. L'objectif était d'exclure les restes de la production. des kolkhozes de la distribution marchande et leur transition vers le système d'échange entre l'industrie d'État et les kolkhozes. Une discussion a également été engagée sur les perspectives de création d'un organisme économique unifié, qui contribuerait à la direction d'un « secteur de production global » qui aurait la responsabilité de répartir l'ensemble de la production des biens de consommation.

La direction du parti et de l'État a pris clairement position dans le débat sur la question des proportions nécessaires entre le département I de la production sociale (production des moyens de production) et le département II (production des moyens de consommation). Il représentait à juste titre la priorité essentielle du Département I dans la répartition proportionnelle planifiée du travail et de la production entre

les différentes branches de l'industrie socialiste. La reproduction élargie et l'accumulation socialiste (richesse sociale), nécessaires à l'expansion future de la prospérité sociale, dépendent de cette catégorie de production (Département I).

Les positions et directives correctes de Staline et des économistes et cadres « anti-marchés » du PC n'ont pas réussi à conduire à l'élaboration d'un plan théorique global et d'une ligne politique correspondante, capable de confronter les positions théoriques et politiques orientées vers le marché. des choix qui se renforcent. De puissantes pressions sociales ainsi que des divergences, des carences et des fluctuations qui existaient au sein du courant « anti-marketing » y ont contribué.

18. La résistance sociale (des paysans kolkhoziens, des cadres de la production agricole et de l'industrie) à la nécessité d'une expansion et d'un approfondissement des rapports de production socialistes s'est exprimée, au niveau idéologique et politique, à travers une lutte interne au parti au début de l'année. les années 1950. Le débat aigu, qui s'est terminé par l'acceptation théorique de la loi de la valeur comme loi du socialisme, a signifié des choix politiques avec des conséquences plus immédiates et plus puissantes sur le cours du développement socialiste, par rapport à la période d'avant-guerre, où le retard matériel rendu moins pénible l'effet de ces positions théoriques.

Ces forces se sont exprimées politiquement à travers les positions adoptées dans les décisions du XXe Congrès du PCUS, un congrès qui s'est révélé être un congrès de suprématie de la déviation opportuniste de droite. Des choix politiques ont été progressivement adoptés qui élargissaient les relations marchandise-argent (potentiellement capitalistes), au nom de la correction des faiblesses de la planification centrale et de l'administration des unités productives socialistes.

Afin de résoudre les problèmes survenus dans l'économie, des voies et moyens appartenant au passé ont été utilisés. Avec la promotion de politiques de « marché », au lieu de renforcer la propriété sociale et la planification centrale, l'homogénéisation de la classe ouvrière (avec l'élargissement des aptitudes et des capacités de multispécialisation, d'alternance dans la division technique du travail), la participation à l'organisation du travail, contrôle ouvrier de bas en haut, la tendance inverse a commencé à se renforcer. Dans un tel contexte, le niveau de conscience sociale a progressivement reculé. L'expérience antérieure et l'efficacité du soviét d'usine, du mouvement stakhanoviste dans le contrôle de la qualité, dans une organisation et une administration plus efficaces, dans les inventions pour la conservation du matériel et du temps de travail, ont été perdues.

Les économistes « orientés vers le marché » (Lieberman, Nemtsinov, Trapeznikov, etc.) ont interprété à tort les problèmes existants de l'économie, non pas comme des faiblesses subjectives de la planification[23], mais comme des

conséquences découlant de la faiblesse objective de la planification centrale à répondre aux au développement du volume de production, à la variété des secteurs et à la diversité des produits nécessaires à la satisfaction des nouveaux besoins sociaux.

Ils prétendaient que la cause théorique en était la négation volontariste du caractère marchand de la production sous le socialisme, la sous-estimation du développement de l'agriculture, la surestimation de la possibilité d'une intervention subjective dans l'administration économique.

Ils soutenaient qu'il n'était pas possible aux organes centraux de déterminer la qualité, la technologie et les prix de tous les produits, ni le niveau des salaires, mais que le recours aux mécanismes du marché était également nécessaire pour faciliter la réalisation des objectifs d'une économie planifiée.

C'est ainsi que, sur le plan théorique, les théories de la « production marchande socialiste » ou du « socialisme avec marché », l'acceptation de la loi de la valeur comme loi du mode de production socialiste (communiste immature), qui fonctionne même dans la phase de développement socialiste, a prévalu. Ces théories ont constitué la base de la formulation des politiques économiques [24].

19. La politique d'affaiblissement de la planification centrale et de la propriété sociale s'est intensifiée après le 20<sup>ème</sup> Congrès. En 1957, les ministères qui dirigeaient la production industrielle dans toute l'URSS et dans chaque république furent dissous et les organes d'administration régionale « Sovnarkhoz » (Conseils économiques régionaux) furent créés. De cette manière, la direction centrale de la planification a été affaiblie [25]. Au lieu de planifier la transformation des kolkhozes en sovkhoses, et surtout au lieu d'initier le transfert prévu de la totalité de la production des kolkhozes au contrôle de l'État, en 1958 les tracteurs et autres machines [26] passèrent dans la propriété du kolkhoze [27], une politique qui avait été rejetée dans le passé. Ces changements non seulement n'ont pas résolu les problèmes,

mais, au contraire, ont fait apparaître de nouveaux problèmes ou en ont créé de nouveaux, comme une pénurie d'aliments pour animaux et une régression du renouvellement technologique dans le kolkhoze .

Au milieu des années 1960, des erreurs de nature subjective dans l'administration du secteur agricole de l'économie ont été identifiées comme la cause des problèmes [28]. Les réformes ultérieures comprenaient : la réduction des quotas d'achat de l'État auprès des kolkhozes [29], la possibilité de vendre le surplus de production à des prix plus élevés, la levée des restrictions sur les transactions des ménages paysans individuels et la suppression de l'impôt sur les revenus privés. possession d'animaux. Les dettes des kolkhozes envers la Banque d'État ont été effacées, les délais de remboursement des dettes par avances monétaires ont été prolongés et la vente directe d'aliments pour animaux aux propriétaires d'animaux privés a été autorisée. Ainsi, la part de la production agricole qui provenait des ménages individuels et des kolkhozes et qui était librement vendue sur le marché [30] a été préservée et augmentée, tandis que le retard de la production animale s'est creusé, que l'inégalité dans la satisfaction des besoins agricoles s'est accentuée. les

produits entre les différentes régions et républiques de l'URSS ont augmenté.

Une politique similaire visant à renforcer le caractère marchand (au détriment du caractère directement social) de la production a été mise en œuvre dans l'industrie, connue sous le nom de « réformes Kossyguine » [31] (le système de « comptabilité économique » – « khozraket » - des entreprises, ayant un caractère substantiel et non formel). On a soutenu que cela permettrait de lutter contre la réduction du taux annuel d'augmentation de la productivité du travail et de la production annuelle dans l'industrie, observée au cours des premières années des années 1960, à la suite des mesures qui ont porté atteinte à la planification centrale en direction de les secteurs industriels (Sovnarkhoz-1957).

La première vague de réformes a été lancée entre le 23e ( 1966) et le 24e ( 1971) Congrès. Selon le Nouveau Système, les paiements supplémentaires (primes) des dirigeants seraient calculés non pas sur la base du dépassement du plan

en termes de volume de production [32], mais plutôt sur la base du dépassement du plan de vente. et dépendrait du taux de profit de l'entreprise. Une partie des paiements supplémentaires des travailleurs proviendrait également du profit, tout comme la satisfaction ultérieure des besoins en matière de logement, etc. De cette manière, le profit était adopté comme motif de production. Les écarts de salaires se sont creusés. La possibilité était prévue pour des transactions horizontales de monnaie-marchandise entre entreprises, pour des accords directs avec des « unités de consommation et des organisations commerciales », pour la fixation des prix, pour la formation de bénéfices sur la base de telles transactions, etc. niveau total de production et d'investissements uniquement pour les nouvelles entreprises. La modernisation des anciennes entreprises devait être financée par les bénéfices des entreprises.

Ces réformes concernaient l'ensemble du secteur dit de la « propriété du peuple tout entier », c'est-à-dire y compris le fonctionnement des sovkhozes (fermes d'État) elles-mêmes. Par une décision du CC du PCUS et du Conseil des ministres de l'URSS (13 avril 1967 ), les sovkhozes commencèrent à passer à un régime de comptabilité économique complète. En

1975, tous les sovkhozes fonctionnaient « selon une comptabilité économique complète » [33].

Le glissement théorique et le recul politique correspondant en URSS se sont produits au cours d'une nouvelle phase, lorsque les forces productives s'étaient développées à un niveau plus élevé et nécessitaient un développement correspondant de la planification centrale. En d'autres termes, la nécessité d'un approfondissement des relations socialistes avait mûri.

Les réformes de marché qui ont été choisies n'étaient pas à sens unique. La confrontation des problèmes économiques a nécessité l'élaboration d'incitations et d'indices plus efficaces de planification centrale, ainsi que de sa mise en œuvre sectorielle, intersectorielle et au niveau de l'entreprise. Parallèlement, des propositions et des projets d'utilisation de l'informatique et des technologies de l'information [34], qui auraient pu contribuer à des améliorations dans le traitement technique des données, afin d'améliorer l'observation et le

contrôle de la production de valeurs d'usage par la quantité et indicateurs de qualité, ont été rejetés.

Grâce aux réformes du marché et au détachement de l'unité de production socialiste de la planification centrale, le caractère socialiste de la propriété des moyens de production a été affaibli. Le principe de répartition « selon le travail » a été violé.

Le 24e Congrès du PCUS (1971), avec ses directives sur la formulation du 9e plan quinquennal (1971-1975), a renversé la priorité proportionnelle du Département I sur le Département II. L'inversion de cette proportion avait été proposée lors du 20e Congrès, mais n'avait pas été acceptée. Cette modification a été rationalisée comme un choix renforçant le niveau de consommation populaire. En réalité, ce choix violait la loi socialiste et avait des conséquences négatives sur la croissance de la productivité du travail. Le développement de la productivité du travail – élément fondamental pour la croissance de la richesse

sociale, la satisfaction des besoins sociaux et le développement global de l'homme – présuppose le développement des moyens de production. La planification aurait dû répondre avec une plus grande efficacité aux besoins suivants : l'introduction de technologies modernes dans l'industrie, dans les services de transport, de stockage et de distribution des produits.

Le choix d'inverser les proportions n'a pas aidé à résoudre les contradictions exprimées (par exemple l'excédent de revenus sous forme monétaire et le manque de biens de consommation en quantité suffisante, comme les appareils électroménagers, les téléviseurs couleur). Au contraire, cela a éloigné la planification centrale de son objectif fondamental, à savoir l'augmentation de la prospérité sociale. Cela a encore aggravé la contradiction entre le niveau de développement des forces productives et le niveau des rapports communistes de production-distribution.

Au cours des années 1980, au niveau politique, les décisions du 27e Congrès (1986) constituaient un autre choix opportuniste. Par la suite, la contre-révolution a également été promue par l'adoption de la loi (1987), qui a légitimé institutionnellement les relations économiques capitalistes, sous couvert de l'acceptation de la multiplicité des formes de propriété.

Au début des années 1990, l'approche social-démocrate de « l'économie de marché planifiée » (le programme du CC du PCUS au 28e Congrès) a été rapidement abandonnée au profit de la position de « l'économie de marché régulée ». remplacé par « l'économie de marché libre ».

20. La direction qui est devenue dominante ne doit pas être jugée aujourd'hui seulement d'un point de vue théorique, mais aussi à l'aune de ses résultats pratiques. Après deux décennies d'application de ces réformes, les problèmes s'étaient clairement aggravés. La stagnation a fait son apparition pour la première fois dans l'histoire de la

construction socialiste. Le retard technologique reste une réalité pour la grande majorité des entreprises. Des pénuries sont apparues dans de nombreux produits de consommation, ainsi que d'autres problèmes sur le « marché », parce que les entreprises provoquaient une hausse artificielle des prix, en stockant les produits dans des entrepôts ou en les fournissant en quantités contrôlées.

Un indicateur important du retrait de l'économie soviétique au cours des années 1970 a été le déclin de la part de l'URSS dans la production mondiale de matières premières industrielles et dans le secteur manufacturier.

L'implication toujours croissante des éléments du marché dans la production directement sociale du socialisme l'affaiblissait. Cela a conduit à un déclin de la dynamique du développement socialiste. Les intérêts individuels et collectifs à court terme (avec une différenciation accrue des revenus entre les travailleurs de chaque entreprise, entre les travailleurs et les cadres, entre les différentes entreprises )

ont été renforcés par rapport aux intérêts généraux de la société. Au fil du temps, les conditions sociales ont été créées pour que la contre-révolution puisse prospérer et finalement s'imposer en utilisant la perestroïka comme véhicule.

Grâce à ces réformes, il a été possible d'investir sur le marché « noir » (illégal) les sommes d'argent accumulées principalement par des moyens illégaux (contrebande, etc.). Ces opportunités concernaient principalement les fonctionnaires des niveaux de gestion des entreprises et des secteurs, les cadres des kolkhozes et du commerce extérieur. Des données concernant ce que l'on appelle la « para-économie » (économie parallèle) ont également été fournies par le procureur général de l'URSS. Selon ces statistiques, une proportion importante de la production agricole des coopératives ou de l'État était également acheminée vers les consommateurs par des moyens illégaux.

La différenciation des revenus entre les producteurs agricoles individuels, les kolkhozniks, s'est élargie, ainsi que leur

opposition à la tendance à renforcer le caractère directement social de la production agricole. Une partie des paysans et des cadres des kolkhozes qui s'enrichissaient furent renforcés en tant que couche sociale entravant la construction socialiste. La différenciation sociale dans l'industrie était encore plus prononcée à travers la concentration des « profits des entreprises ». Le soi-disant « capital fantôme », résultat non seulement de l'enrichissement par les profits des entreprises, mais aussi du marché noir, d'actes criminels de détournement du produit social, cherchait son fonctionnement légal en tant que capital de production, c'est-à-dire la privatisation du capital. moyens de production, la restauration du capitalisme. Les propriétaires de ce capital constituaient la force sociale motrice de la contre-révolution. Ils ont utilisé leur position dans les mécanismes de l'État et du parti. Ils trouvèrent un soutien dans des secteurs de la population qui étaient plus vulnérables, en raison de leur position objective, à l'influence de l'idéologie bourgeoise et aux hésitations, par exemple une partie importante de l'intelligentsia, des sections de la jeunesse, comme les étudiants universitaires [35]. . Ces forces ont influencé, directement ou indirectement, le Parti, renforçant son érosion opportuniste et sa dégénérescence contre-révolutionnaire, qui s'exprimaient à travers la politique de « perestroïka » et cherchaient la consolidation institutionnelle des relations capitalistes. Cet objectif a été atteint après la perestroïka, avec le renversement du socialisme.

## Conclusions sur le rôle du Parti communiste dans le processus de construction socialiste

21. Le rôle indispensable du Parti dans le processus de fondation et de développement du socialisme s'exprime dans sa direction du pouvoir d'État de la classe ouvrière, dans la mobilisation des masses pour participer à ce processus.

La classe ouvrière est constituée comme la force dirigeante de ce nouveau pouvoir d'État, avant tout à travers son Parti.

La lutte pour la fondation et le développement de la nouvelle société est menée par le pouvoir ouvrier révolutionnaire, avec comme noyau directeur le Parti communiste, qui agit

consciemment sur la base des lois du mouvement de la société socialiste-communiste. L'être humain, devenu maître des processus sociaux, passe progressivement du royaume de la nécessité au royaume de la liberté. De là découle le rôle plus élevé du facteur subjectif, par rapport à toutes les formations socio-économiques antérieures, où l'activité humaine était dominée par l'application spontanée de lois sociales sur la base du développement spontané des rapports de production.

Par conséquent, la nature scientifique et de classe des politiques du PC est une condition préalable cruciale à la construction socialiste. Dans la mesure où ces caractéristiques se perdent, l'opportunisme grandit et, s'il n'est pas combattu, il se transforme progressivement en une force contre-révolutionnaire.

Le devoir de développer les rapports communistes de production et de distribution présuppose le développement de la théorie du communisme scientifique par le PC, à travers

la compréhension des lois du mouvement de la formation socio-économique communiste avec l'utilisation de l'étude scientifique à des fins de classe. L'expérience a montré que les partis au pouvoir, en URSS et dans les autres Etats socialistes, n'ont pas rempli cette tâche avec succès.

La conscience de classe dans la classe ouvrière dans son ensemble ne se développe pas spontanément et de manière unifiée. La montée de la conscience communiste des masses ouvrières est déterminée avant tout par le renforcement des rapports de production communistes et par le niveau de participation de la classe ouvrière, avec la direction du PC, qui est le principal véhicule de pénétration. de conscience révolutionnaire parmi les masses. C'est sur cette base matérielle que doivent s'enraciner le travail idéologique ainsi que l'impact du parti révolutionnaire qui consolide son rôle dirigeant dans la mesure où il mobilise la classe ouvrière pour construire le socialisme.

La conscience de l'avant-garde doit toujours être en avance sur la conscience façonnée à grande échelle au sein de la classe ouvrière par les relations économiques. De là naît la nécessité pour le Parti d'avoir un haut niveau théorico-idéologique et de ténacité, d'être inébranlable dans la lutte contre l'opportunisme, non seulement dans les conditions du capitalisme, mais plus encore dans les conditions de la construction socialiste.

22. Le tournant opportuniste qui s'est imposé depuis les années 1950, la perte progressive du caractère révolutionnaire du Parti, confirment que dans la société socialiste le danger du développement des déviations ne disparaît jamais. Au-delà de l'environnement impérialiste et de son impact négatif incontestable, la base sociale de l'opportunisme demeure, aussi longtemps que subsistent les formes de propriété privée et collective, les relations marchandise-argent et les différenciations sociales. La base matérielle de l'opportunisme continuera d'exister pendant toute la durée de la construction socialiste et aussi longtemps que le capitalisme, en particulier dans les États capitalistes les plus puissants, continuera d'exister sur terre.

La nouvelle phase, qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, a trouvé le Parti affaibli idéologiquement et en termes de classe, avec des pertes massives de cadres expérimentés et endurcis dans la lutte de classes, avec des faiblesses théoriques face aux nouveaux problèmes qui s'aggravaient. Il s'est retrouvé vulnérable aux luttes internes au parti qui reflétaient les différences sociales existantes. Dans ces conditions, la balance penchait en faveur de l'adoption de positions opportunistes et révisionnistes, dont beaucoup avaient été vaincues lors des phases précédentes de la lutte interne au parti.

L'adoption de positions révisionnistes et opportunistes par la direction du PCUS et des autres PC au pouvoir a finalement transformé ces partis en véhicules qui ont dirigé la contre-révolution dans les années 1980.

Le 19<sup>ème</sup> Congrès (1952) a mis en évidence la sous-estimation et d'autres problèmes graves dans le développement du travail idéologique du Parti [36]. Les données officielles révèlent des changements dans le nombre et la composition des membres du Parti. Au 18<sup>e</sup> Congrès (mars 1939), le PC (b) comptait 1 588 852 membres titulaires et 888 814 membres candidats. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, le nombre de membres titulaires dépassait 3 615 000 et les membres candidats 5 319 000 [37]. Au cours de la guerre, le PC a perdu 3 millions de membres [38]. Au 19<sup>e</sup> Congrès en 1952, le PCUS comptait 6 013 259 membres titulaires et 868 886 membres candidats [39].

Le tournant opportuniste intervenu lors du XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS (1956) et la perte progressive des caractéristiques révolutionnaires du Parti, parti au pouvoir qui était en même temps la cible de l'agression impérialiste, ont provoqué la prise de conscience et la mobilisation de communistes cohérents est plus difficile. Une lutte a été menée dans les rangs du PCUS avant, pendant [40] et après le 20<sup>e</sup> Congrès . La période pendant laquelle Andropov était le SG du CC du PCUS (novembre 1982-février 1984), qui a précédé la période de la perestroïka, est trop brève pour être jugée de manière définitive. Néanmoins, dans les articles et les documents du

PCUS de cette période, des références sont faites à la nécessité d'intensifier la lutte contre les vues bourgeoises et réformistes concernant la construction du socialisme, ainsi qu'à la nécessité d'être vigilant face aux tendances subversives. activités de l'impérialisme.

Les forces communistes cohérentes qui existaient au sein du PCUS n'ont pas pu révéler à temps le caractère contre-révolutionnaire perfide de la ligne qui a pris le dessus au plénum du CC d'avril 1985 et au 27e Congrès du PCUS (1986). L'histoire a montré qu'au 28e Congrès (1990), à la veille de l'assaut final de la contre-révolution, coexistaient au sein du PCUS des forces bourgeoises, opportunistes et communistes. Les forces communistes n'ont pas eu la force de l'emporter, d'empêcher la victoire de la contre-révolution, même si elles ont résisté au cours du 28e Congrès et plus tard. Ils se sont regroupés autour du « Front uni des travailleurs de Russie », ils ont présenté des candidats aux postes de président et de vice-président de la Russie. Grâce aux actions du «Mouvement pour l'initiative communiste» dans les rangs du PCUS, ils ont tenté d'obtenir l'expulsion de Gorbatchev du Parti pour activités anticomunistes [41].

Malgré une telle résistance, une avant-garde communiste révolutionnaire, dotée d'une clarté et d'une cohésion idéologiques politiques, capable de diriger la classe ouvrière sur les plans idéologique, politique et organisationnel contre la contre-révolution en développement, ne s'est pas formée à temps. Même si ce développement n'avait pas pu être stoppé, surtout dans les années 1980, il est certain qu'une puissante résistance, tant au sein des partis au pouvoir qu'au sein du mouvement communiste international, aurait pu contribuer à ce que la lutte actuelle pour la reconstruction du mouvement international se déroulera dans de meilleures conditions. Cela aurait pu créer les conditions préalables pour surmonter sa crise profonde.

Le développement et la prédominance de positions idéologiques révisionnistes et de politiques opportunistes, l'érosion opportuniste progressive du PCUS et des autres PC au pouvoir, la dégénérescence du caractère révolutionnaire du pouvoir d'État et le développement et la victoire à part entière de la contre-révolution n'ont pas été une réalité inévitable.

Nous poursuivons l'investigation de tous les facteurs qui ont contribué à cette évolution. Les facteurs suivants peuvent être inclus :

A) - Le déclin du niveau d'éducation politique marxiste dans la direction du PC et en général dans le Parti, en raison des conditions spécifiques de la guerre, des nombreuses pertes humaines et de l'augmentation soudaine du nombre de membres du parti, qui a eu parmi ses résultats le développement retardé de l'économie politique du socialisme.

- La relative dépendance du pouvoir d'Etat communiste en URSS, dès le début, à l'égard de cadres administratifs et scientifiques d'origine bourgeoise.

- L'héritage historique de l'URSS, du point de vue de l'ampleur du retard précapitaliste et de son développement capitaliste inégal.

- Les changements dans la composition de classe du Parti, dans sa structure et son fonctionnement et leur impact sur le niveau idéologique et les caractéristiques révolutionnaires du Parti, de ses membres et de ses cadres nécessitent une enquête plus approfondie.

- Les pertes massives pendant la Seconde Guerre mondiale et les sacrifices au niveau de la prospérité sociale exigés par la reconstruction d'après-guerre, dans les conditions de concurrence avec la reconstruction capitaliste en Europe occidentale qui était soutenue, dans une large mesure, par la capacité et la nécessité pour les États-Unis d'exporter des capitaux.

- Problèmes et contradictions au cours de l'assimilation des pays d'Europe centrale et orientale au système socialiste.

- La peur d'une nouvelle guerre, due aux interventions impérialistes en Corée etc., à la guerre froide, au dogme Holstein de l'Allemagne de l'Ouest (la non-reconnaissance de la RDA, et sa qualification de « zone d'occupation soviétique »).

B) La stratégie impérialiste s'est adaptée dans la forme au cours des différentes périodes du pouvoir ouvrier révolutionnaire (assaut impérialiste direct en 1918 et 1941, proclamation de la « guerre froide » en 1946), y compris une politique différenciée de relations diplomatiques et de transactions commerciales avec certains États d'Europe centrale et orientale, ainsi qu'une pression idéologique et

politique plus directe sur l'URSS. La politique interventionniste de l'impérialisme international envers les pays de construction socialiste a utilisé le rôle subversif de la social-démocratie internationale.

Le rapport de forces international durant la Seconde Guerre mondiale a favorisé le renforcement de l'opportunisme, qui a finalement prévalu dans les années 1950. Les pressions extérieures multiformes du début des années 1940 ont pris les formes suivantes :

- Occupation impérialiste allemande d'une partie importante de l'URSS
- Encerclement impérialiste de l'URSS par son alliance forcée avec les USA et la Grande-Bretagne
- Problèmes dans la ligne stratégique du mouvement communiste international, en particulier dans les PC des

États-Unis et de Grande-Bretagne, c'est-à-dire dans les PC des principales puissances impérialistes, qui se sont alliées lorsqu'une partie importante de l'URSS était sous Occupation allemande.

- Pression des forces petites-bourgeoises des fronts de libération et de leurs gouvernements dans les Etats nouvellement alliés à l'URSS.

La pression externe s'est mêlée à la pression interne des forces petites-bourgeoises (ou même des cadres d'origine bourgeoise dans l'économie et l'administration). La production marchande privée (individuelle) s'est renforcée en URSS avec l'incorporation de nouveaux territoires après la Seconde Guerre mondiale.

Tout cela constitue des facteurs de développement de l'opportunisme, conditions dans lesquelles se sont produits

une forte croissance des rangs du Parti et une perte de cadres et de membres de la Révolution.

L'évolution de la composition sociale du Parti, des structures et des procédures internes du Parti (les raisons du long retard dans la tenue d'un congrès) et leur influence sur le plan idéologique et sur les caractéristiques révolutionnaires du Parti dans son ensemble, de ses membres et de ses cadres, font l'objet d'une étude plus approfondie.

C) Les problèmes de stratégie et la scission du mouvement communiste international.

Le cours du pouvoir soviétique

23. Le fondement théorique de l'analyse de l'évolution du pouvoir soviétique est que le pouvoir d'État en régime socialiste est la dictature du prolétariat. C'est le pouvoir de la classe ouvrière qui n'est partagé avec personne, comme c'est le cas dans toutes les formes de pouvoir d'État. La dictature du prolétariat est l'instrument de la classe ouvrière dans la lutte des classes qui se poursuit par d'autres moyens et sous d'autres formes.

La classe ouvrière, en tant que porteuse des relations communistes en train de se former, en tant que propriétaire collectif des moyens de production socialisés, est la seule classe qui peut mener la lutte pour la suprématie totale des relations communistes, pour « l'éradication » des relations capitalistes. Les classes sociales et le dépérissement de l'État. Grâce à son pouvoir d'État révolutionnaire, la classe ouvrière en tant que classe dirigeante met en œuvre son alliance avec d'autres couches populaires (par exemple les petits propriétaires coopératifs des villes et des campagnes, les travailleurs indépendants du secteur des services), ainsi qu'avec les scientifiques, les intellectuels et les intellectuels. des techniciens issus des couches moyennes supérieures qui ne sont pas encore des ouvriers de la production directement sociale (socialiste). A travers cette alliance, la classe ouvrière

cherche à conduire ces couches dans la fondation et le développement du socialisme, vers la suprématie totale des relations communistes.

Une telle alliance contient bien sûr des compromis, mais aussi des luttes, puisqu'il existe des contradictions objectives entre ces forces sociales, puisque cette alliance regroupe des intérêts communs, mais aussi distincts, potentiellement compétitifs. Des contradictions qui, si elles ne sont pas résolues dans le sens d'une expansion et d'un approfondissement des relations socialistes, risquent de s'aggraver en contradictions antagonistes.

La dictature du prolétariat perdure jusqu'à ce que tous les rapports sociaux deviennent communistes, c'est-à-dire aussi longtemps que l'État est nécessaire comme mécanisme de domination politique. Sa nécessité est également le résultat de la poursuite de la lutte des classes au niveau international.

24. Les choix politiques concernant la superstructure, les institutions de la dictature du prolétariat, le contrôle ouvrier, etc. sont étroitement liés aux choix politiques au niveau de l'économie, puisque le devoir le plus essentiel de la dictature du prolétariat est de formation des nouveaux rapports sociaux.

Dans la première Constitution de la RSFSR [43] et dans la première Constitution de l'URSS de 1924 (ainsi que dans les constitutions des Républiques de 1925), les relations entre les masses et la machine d'État s'effectuaient à travers la représentation électorale indirecte. des travailleurs, l'unité de production étant l'unité électorale. Le droit de vote n'était garanti qu'aux travailleurs (et non généralement aux citoyens). La bourgeoisie, les propriétaires fonciers, tous ceux qui exploitaient la force de travail d'autrui, les prêtres et les moines, les éléments contre-révolutionnaires se sont vu refuser le droit de vote. Les concessions faites aux capitalistes pendant la période de la NEP n'incluaient pas de droits politiques.

Dans la Constitution de 1936, la représentation électorale directe était établie par circonscriptions électorales géographiques (la région devenait l'unité électorale et la représentation était proportionnelle au nombre d'habitants). La tenue d'élections dans les assemblées électorales a été abolie, remplacée par leur tenue dans les circonscriptions électorales. Le droit de vote a été accordé à tous via le scrutin secret généralisé.

Les changements apportés à la Constitution de 1936 visaient à résoudre certains problèmes [44], comme le manque de communication directe des responsables du parti et des soviets avec la base et avec le fonctionnement des soviets, les attitudes bureaucratiques, etc., ainsi qu'à garantir la stabilité du pouvoir soviétique face à la guerre à venir.

L'approche critique de ces changements se concentre sur la nécessité d'étudier plus en profondeur le déclassé fonctionnel de l'unité de production en tant que noyau d'organisation du pouvoir ouvrier, en raison de l'abolition du principe de l'unité de production et de l'élection indirecte des délégués par le biais de congrès et d'assemblées. . Il faut étudier son impact négatif sur la composition de classe des organes supérieurs de l'État et sur l'application du droit de révocation des délégués (qui selon Lénine constitue un élément fondamental de la démocratie dans la dictature du prolétariat).

25. Après le 20ème Congrès (1956), les pouvoirs des soviets locaux sur les questions qui concernaient la « comptabilité économique » et « l'autogestion » des entreprises socialistes furent renforcés. De cette manière, le centralisme démocratique au niveau politique a reculé pour se rapprocher du retrait de la planification centrale au niveau économique. Des mesures furent adoptées qui renforçaient la « permanence » des fonctionnaires dans les soviets, par l'augmentation progressive de la durée des mandats de leurs organes et l'élargissement de la possibilité d'exonérer les délégués de leurs fonctions dans la production.

Au 22e Congrès du PCUS (1961), des évaluations et des approches erronées concernant le « socialisme développé » et la « fin de la lutte des classes » furent adoptées. Au nom de « contradictions non antagonistes » entre classes et groupes sociaux, la thèse selon laquelle l'URSS était un « État du peuple tout entier » (consolidée dans la révision constitutionnelle de 1977) et le PCUS un « parti du peuple tout entier » a été adoptée. Cette évolution a contribué à l'altération des caractéristiques de l'État ouvrier révolutionnaire, à la détérioration de la composition sociale du Parti et de ses cadres, à la perte de la vigilance révolutionnaire, théorisée avec la thèse de « l'irréversibilité » de la révolution. cours socialiste.

Avec la perestroïka et la réforme du système politique en 1988, le système soviétique a dégénéré en un organe parlementaire bourgeois avec une division des fonctions exécutives et législatives, une permanence des titulaires de fonctions, une atteinte au droit de révocation, des rémunérations élevées, etc.

26. L'expérience pratique révèle l'éloignement progressif des masses de la participation au système soviétique, qui – notamment au cours des années 1980 – avait atteint un caractère purement formel. Cet éloignement ne peut pas être attribué exclusivement ou principalement aux changements dans le fonctionnement des Soviétiques, mais aux différenciations sociales qui se sont renforcées à travers les politiques économiques suivies, à l'exacerbation des contradictions entre les intérêts individuels et collectifs d'une part, et l'intérêt social collectif d'autre part. C'est ainsi que les critères du contrôle ouvrier dégénéraient ou prenaient un caractère formel.

Tant que la direction du PCUS adoptait des politiques qui affaiblissaient le caractère social de la propriété et renforçaient les intérêts étroits des individus et des groupes, un sentiment d'aliénation à l'égard de la propriété sociale se créait et la conscience s'érodait. La voie de la passivité, de l'indifférence et de l'individualisme s'est ouverte à mesure que la pratique s'éloignait de plus en plus des déclarations

officielles, à mesure que les taux de reproduction industrielle et agricole élargie diminuaient, parallèlement aux taux de satisfaction des besoins sociaux toujours croissants.

La classe ouvrière, les masses populaires en général, n'ont pas rejeté le socialisme. Il est remarquable que les slogans utilisés par la perestroïka étaient « révolution dans la révolution », « plus de démocratie », « plus de socialisme », « un socialisme à visage humain », « un retour aux principes léninistes », car une grande partie du peuple, qui voyait les problèmes, souhaitait des changements dans le cadre du socialisme. Tant les mesures qui ont initialement affaibli les relations communistes tout en renforçant les relations marchandise-argent, que celles qui ont ensuite ouvert la voie au retour de la propriété privée des moyens de production ont été présentées comme des mesures susceptibles de renforcer le socialisme.

La stratégie du mouvement communiste international et ses évolutions

27. Les développements au sein du mouvement communiste international et les enjeux de sa stratégie ont joué un rôle important dans la lutte de classe mondiale et dans la configuration du rapport de forces [45].

Des problèmes d'unité idéologique et stratégique ont été exprimés tout au long du parcours de l'Internationale Communiste (IC), concernant le caractère de la révolution, la nature de la guerre à venir suite à la montée du fascisme en Allemagne [46] et l'attitude face à la révolution. vis-à-vis de la social-démocratie.

Les groupes opportunistes au sein du PC bolchevique (trotskistes - boukhariniens) étaient également liés à la lutte en cours au sein de l'IC concernant la stratégie du mouvement communiste international. À la fin des années 1920, lors du 6ème Congrès de l'IC, Boukharine, en tant que

président de l'IC, soutenait les forces du PC et de l'IC qui exagéraient la « stabilisation du capitalisme » et l'improbabilité d'un nouveau soulèvement révolutionnaire. , et exprime un esprit de rapprochement avec la social-démocratie, notamment son « aile gauche », etc.

Un relâchement dans le fonctionnement de l'IC en tant que centre unitaire était apparu bien des années avant son autodissolution (1943) [47]. La dissolution de l'IC (mai 1943), malgré les problèmes d'unité qu'elle avait et peu importe si elle pouvait être retenue ou non, a privé le mouvement communiste international du centre et de la capacité d'élaboration coordonnée d'une stratégie révolutionnaire de transformation. de la lutte contre la guerre impérialiste ou l'occupation étrangère en une lutte pour le pouvoir d'État, comme un devoir commun à chaque PC dans les conditions de son propre pays [48].

Quelles que soient les raisons qui ont conduit à la dissolution de l'IC, il existe un besoin objectif pour le mouvement

communiste international de formuler une stratégie révolutionnaire unifiée, de planifier et de coordonner son activité. Une étude plus approfondie concernant la dissolution de l'IC doit prendre en considération une série de développements [49], tels que : la cessation des activités de l'Internationale des Syndicats Rouges, en 1937, parce que la majorité de ses sections ont fusionné avec le mouvement réformiste de masse. syndicats, ou adhéré à ces syndicats. La décision du 6e Congrès de l'Internationale de la Jeunesse Communiste (1935), selon laquelle la lutte contre le fascisme et la guerre exigeait un changement dans le caractère des organisations de jeunesse communistes, ce qui conduisait dans certains cas à leur unification avec des organisations de jeunesse socialistes ( par exemple en Espagne, en Lettonie, etc.).

Alors que la guerre a accentué les contradictions de classe à l'intérieur de nombreux pays, la lutte antifasciste n'a conduit au renversement du pouvoir bourgeois, avec le soutien décisif des mouvements populaires de l'Armée rouge, que dans les pays d'Europe centrale et orientale.

Dans l'Occident capitaliste, le PC n'a pas élaboré de stratégie pour transformer la guerre impérialiste ou la lutte de libération nationale en une lutte pour la conquête du pouvoir d'État. La stratégie du mouvement communiste n'a pas utilisé le fait que la contradiction entre le capital et le travail faisait partie intégrante du caractère antifasciste et de libération nationale de la lutte armée dans un certain nombre de pays, pour soulever la question du pouvoir d'État. puisque le socialisme et la perspective du communisme sont la seule solution alternative à la barbarie capitaliste.

L'absence d'une telle stratégie au sein du PC ne peut être justifiée par le rapport de forces négatif, dû à la présence militaire des troupes américaines et britanniques dans une série de pays d'Europe occidentale. Les PC sont obligés d'élaborer leur stratégie indépendamment du rapport de forces. Il y a eu un retrait progressif du concept selon lequel entre le capitalisme et le socialisme il ne peut exister aucun système social intermédiaire, et donc aucun pouvoir politique intermédiaire entre le pouvoir d'État bourgeois et ouvrier.

Cette thèse est vraie, indépendamment du rapport de forces, indépendamment des problèmes qui peuvent agir comme catalyseurs d'une accélération des développements, par exemple l'aggravation des contradictions inter-impérialistes, une guerre impérialiste, des changements dans la forme du pouvoir d'État bourgeois qui peut avoir lieu.

28. Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, les alliances ont été restructurées. Les Etats capitalistes et les forces bourgeoises et opportunistes qui ont participé à la lutte de libération nationale dans chaque pays (par exemple les forces sociales-démocrates) se sont unis contre le mouvement communiste et les Etats socialistes.

Dans ces conditions, les résultats négatifs de l'érosion opportuniste croissante de certaines sections du mouvement communiste international sont devenus encore plus évidents. L'unité idéologique gravement endommagée et l'absence de lien organisationnel entre les PC, après la dissolution de l'IC,

n'ont pas permis l'élaboration d'une stratégie unifiée et indépendante du mouvement communiste international face à la stratégie de l'impérialisme international.

Le « Bureau d'information » des Partis communistes [50] , créé en 1947 et dissous en 1956, ainsi que les réunions internationales du PC qui suivirent, ne purent traiter de manière adéquate ces problèmes.

Le système impérialiste international est resté fort après la guerre, malgré le renforcement incontestable des forces du socialisme. Immédiatement après la fin de la guerre, l'impérialisme, sous l'hégémonie américaine, a déclenché la « guerre froide ». Il s'agissait d'une stratégie soigneusement élaborée pour saper le système socialiste.

La « guerre froide » comprenait l'organisation d'une guerre psychologique, l'intensification des dépenses militaires pour épuiser économiquement l'URSS, des réseaux de subversion et d'érosion du système socialiste de l'intérieur, des provocations ouvertes et l'incitation à des développements contre-révolutionnaires (par exemple en Yougoslavie en 1947-48). , en RDA en 1953, en Hongrie en 1956, en Tchécoslovaquie en 1968, etc.). Une stratégie économique et diplomatique différenciée a été suivie à l'égard des nouveaux États socialistes afin de rompre leur alliance avec l'URSS et de renforcer les conditions de leur érosion opportuniste.

Dans le même temps, le système impérialiste, avec les États-Unis à sa tête, a créé une série d'alliances militaires, politiques, économiques et d'organismes de prêt internationaux (OTAN, CE, FMI, Banque mondiale, accords commerciaux internationaux). Celles-ci assuraient la coordination des États capitalistes et résolvaient certaines de leurs contradictions, afin de servir l'objectif stratégique commun d'une pression sur plusieurs fronts sur le système socialiste. Ils ont organisé des interventions impérialistes, des provocations systématiques et multiformes et des campagnes anticomunistes. Ils ont utilisé les armes idéologiques les plus récentes pour manipuler les peuples et créer un climat

hostile contre les États socialistes et le mouvement communiste en général. Ils ont exploité les déviations opportunistes et les problèmes d'unité idéologique du mouvement communiste. Ils soutenaient économiquement, politiquement et moralement toute forme de mécontentement ou de désaccord à l'égard du PCUS et de l'URSS. Ils ont mis à disposition des milliards de dollars sur les budgets de l'État à cette fin.

29. La ligne de la « coexistence pacifique », telle qu'elle a été développée dans la période d'après-guerre, en partie au 19e Congrès (octobre 1952) [51] et surtout au 20e Congrès du PCUS (1956). [52], reconnaissaient la barbarie et l'agression capitalistes des États-Unis et de la Grande-Bretagne, ainsi que de certaines sections de la bourgeoisie et de leurs forces politiques respectives dans les États capitalistes d'Europe occidentale, mais pas comme un élément intégral du capitalisme monopolistique, de l'impérialisme. De cette manière, cela a permis de nourrir des perceptions utopiques, selon lesquelles il est possible pour l'impérialisme d'accepter sur le long terme sa coexistence avec des forces qui ont brisé sa domination mondiale.

Depuis le 20e Congrès du PCUS (février 1956) et sa thèse en faveur de « diverses formes de transition vers le socialisme, sous certaines conditions », la ligne de « coexistence pacifique » était également liée à la possibilité d'une transition parlementaire. au socialisme en Europe, une stratégie qui existait déjà dans un certain nombre de partis communistes et qui a fini par prendre le dessus dans la plupart d'entre eux. Cette thèse constituait essentiellement une révision des leçons de l'expérience révolutionnaire soviétique et une stratégie social-démocrate réformiste. La stratégie unie du capitalisme contre les États socialistes et le mouvement ouvrier dans les pays capitalistes a été sous-estimée. Les contradictions entre les États capitalistes, qui contenaient bien sûr un élément de dépendance, comme c'est inévitable dans la pyramide impérialiste, n'ont pas été correctement analysées. L'évaluation selon laquelle il existait un rapport de « subordination et de dépendance » entre chaque pays capitaliste par rapport aux États-Unis a pris le dessus [53]. La stratégie du « gouvernement anti-monopole », comme une sorte d'étape entre le socialisme et le capitalisme, qui résoudrait les problèmes de « dépendance » à l'égard des États-Unis, a été adoptée. Cette ligne a été adoptée même par le CPUSA, c'est-à-dire le PC du pays qui se trouvait au sommet de la pyramide impérialiste. Dans la pratique politique, cela s'est exprimé dans la participation

des PC à des gouvernements qui géraient le capitalisme en alliance avec la social-démocratie.

C'est ainsi que le PC a choisi une politique d'alliances incluant les forces bourgeoises, celles définies comme « pensant nationalement » par opposition à celles considérées comme serviles à l'impérialisme étranger. De telles opinions prévalaient également dans cette partie du mouvement communiste qui, lors de la scission des années 1960, s'était orientée vers le PC chinois et constituait le courant maoïste.

L'attitude de nombreux PC à l'égard de la social-démocratie faisait partie de cette stratégie. L'idée selon laquelle la social-démocratie pouvait être distinguée en une aile « gauche » et une « droite » est devenue dominante au sein du PC, affaiblissant sérieusement la lutte idéologique contre elle. Au nom de l'unité de la classe ouvrière, le PC a fait une série de concessions idéologiques et politiques, tandis que les proclamations d'unité du côté de la social-démocratie ne visaient pas le renversement du système capitaliste, mais le

détachement de la classe ouvrière de l'influence des idées communistes et de son aliénation en tant que classe.

En Europe occidentale, dans les rangs de nombreux PC, sous prétexte des particularités nationales de chaque pays, régnait le courant opportuniste connu sous le nom d'« eurocommunisme », un courant qui niait les lois scientifiques de la révolution socialiste, la dictature du le prolétariat et la lutte révolutionnaire en général.

Les deux sections du mouvement communiste (au pouvoir ou non) ont surestimé la force du système socialiste et sous-estimé la dynamique de la reconstruction du capitalisme d'après-guerre. Dans le même temps, la crise du mouvement communiste international, qui s'est d'abord exprimée par la rupture complète des relations entre le PCUS et le PCC, puis par la création du courant connu sous le nom d'« eurocommunisme », s'est approfondie.

L'interaction mutuelle de l'opportunisme contemporain entre les PC des pays capitalistes et les PC au pouvoir s'est renforcée dans les conditions de la peur d'une frappe nucléaire contre les pays socialistes, de l'aggravation de la lutte des classes à l'intérieur des États socialistes (Europe centrale et orientale). et de nouvelles guerres impérialistes (contre le Vietnam, la Corée). Les tactiques flexibles de l'impérialisme ont eu un impact sur le développement de l'opportunisme dans les PC des États socialistes, sur la sape de la construction socialiste et de la lutte révolutionnaire dans l'Europe capitaliste et dans le monde. Ainsi, directement ou indirectement, la pression impérialiste sur les États socialistes s'est renforcée, en utilisant, entre autres, à la fois le courant eurocommuniste, ainsi que les courants trotskiste et maoïste qui, dans une plus ou moins grande mesure, ont soutenu les attaques impérialistes contre l'URSS. et les autres pays socialistes.

Une évaluation de la position du KKE

30. Le 14<sup>ème</sup> Congrès du KKE (1991) et la Conférence nationale (1995) ont évalué de manière autocritique ce qui suit : nous n'avons pas évité en tant que parti l'idéalisation et l'embellissement du socialisme, tel qu'il s'est construit au cours de la 20<sup>ième</sup> siècle . Nous avons sous-estimé les problèmes que nous avons observés, les attribuant principalement à des facteurs objectifs. Nous les avons justifiés comme des problèmes dans le développement du socialisme, ce qui s'est avéré ne pas correspondre à la réalité. Nous avons sous-estimé la complexité de la lutte contre les vestiges hérités du passé ; nous avons surestimé le cours du développement socialiste, tout en sous-estimant la ténacité du système impérialiste international.

Notre autocritique concerne notre perception erronée des causalités du socialisme et de la nature des contradictions dans le processus de formation et de développement de la nouvelle société. La position adoptée par notre Parti constitue une partie du problème. Notre capacité à parvenir aux conclusions correctes était limitée par le fait que notre Parti n'accordait pas l'attention nécessaire à la nécessité d'acquérir des connaissances théoriques suffisantes, de

promouvoir l'étude créatrice et l'assimilation de notre théorie, d'utiliser la riche expérience de la classe, lutte révolutionnaire, pour contribuer avec ses propres forces au développement créatif de positions idéologiques et politiques, basées sur les conditions en développement. Dans une large mesure, en tant que parti, nous avons adopté des évaluations théoriques et des choix politiques erronés du PCUS.

Notre attitude a été influencée dans une large mesure par le caractère formel des relations entre les partis communistes, par l'adoption sans réserve des positions du PCUS sur les questions de théorie et d'idéologie. De notre expérience se dégage la conclusion que le respect de l'expérience des autres partis doit être combiné avec un jugement objectif de leurs politiques et pratiques, avec une critique fraternelle des erreurs et avec une opposition aux déviations.

La Conférence de 1995 a critiqué le fait que notre parti acceptait sans réserve la politique de perestroïka, la considérant comme une politique de réforme qui bénéficierait au socialisme. Ce fait reflète le renforcement de

l'opportunisme dans les rangs de notre Parti au cours de cette période.

Ce traitement critique de la position du KKE vis-à-vis de la construction socialiste ne dénigre pas le fait que notre Parti, tout au long de son histoire, fidèle à son caractère internationaliste, a défendu le processus de construction du socialisme-communisme au XXe siècle , même avec la vie de milliers de ses membres et cadres. Il a fait une propagande militante pour la contribution du socialisme. La défense militante de la contribution du socialisme au XXe siècle a été et est toujours un choix conscient de notre Parti.

Le KKE n'a pas rejoint ces forces qui, issues du mouvement communiste et au nom de la critique de l'URSS et des autres pays, ont été conduites au rejet total, à la négation du caractère socialiste de ces pays, à l'adoption de la propagande de l'impérialisme ; il n'a pas non plus révisé sa défense du socialisme, malgré ses faiblesses.

## Questions nécessitant une étude plus approfondie

31. Sur la base des évaluations et directives précédentes, le nouveau CC devrait organiser une étude plus approfondie et l'extraction de conclusions sur une série de questions :

\* Les formes d'organisation de la participation des travailleurs, de leurs droits et devoirs, au cours des différentes périodes du pouvoir soviétique, comme les comités ouvriers et les conseils de production dans les années 1920, le mouvement stakhanoviste dans les années 1930, par opposition à l'« autogestion » conseils » sous la perestroïka. Leur relation avec la planification centrale et la prise de conscience du caractère social de la propriété des moyens de production.

\* Le développement des soviets comme forme de dictature du prolétariat. Comment s'est réalisée la relation « Parti – Soviétique – classe ouvrière et forces populaires » au cours des différentes phases de la construction socialiste en URSS. Questions concernant le déclassement fonctionnel de l'unité de production en tant que noyau d'organisation du pouvoir ouvrier, avec l'abolition du principe de l'unité de production comme unité électorale et de l'élection indirecte des délégués par le biais de congrès et d'assemblées. L'impact négatif sur la composition des classes des organes supérieurs de l'État et sur l'application du droit de révocation des délégués.

\* L'évolution de la politique salariale suivie pendant la période socialiste de l'URSS. L'évolution de la structure de la classe ouvrière. Étude plus approfondie de la relation entre l'individu et le social dans la production et la distribution du produit de la production socialiste.

\* Le développement des relations de propriété et de répartition dans la production agricole de l'URSS. Les différenciations entre les travailleurs des unités de production et des services socialistes et la stratification au sein des producteurs agricoles privés et coopératifs.

\* Les évolutions dans la composition de classe du Parti, dans sa structure et son fonctionnement et leur impact sur le niveau idéologique et les caractéristiques révolutionnaires du Parti, de ses membres et de ses cadres.

\* L'évolution des relations entre les États membres de la CMA, ainsi que les relations économiques entre les États membres de la CMA et les États capitalistes, notamment pendant la période où la construction socialiste a commencé à reculer.

\* Comment la forme (démocratie populaire) du pouvoir d'État de la classe ouvrière s'est exprimée dans les autres États socialistes, l'alliance de la classe ouvrière avec les couches petites-bourgeoises et la lutte entre elles. Les influences nationalistes bourgeoises dans certaines politiques du PC au pouvoir, par exemple le PCC, l'Union des communistes yougoslaves. Comment l'unification après 1945 avec des sections de la social-démocratie a affecté le caractère des PC au pouvoir, par exemple le Parti ouvrier unifié polonais, le Parti socialiste unifié en Allemagne, le PC de Tchécoslovaquie, le Parti ouvrier hongrois.

\* Le parcours de l'Internationale Communiste et de l'évolution de la stratégie du mouvement communiste international.

\* Le développement du rapport de forces international et son influence sur la croissance de l'opportunisme au sein du PCUS. L'élucidation des facteurs qui ont conduit à la suprématie de l'opportunisme au sein du PCUS.

D. La nécessité et l'opportunité du socialisme. Enrichissement de notre conception programmatique du socialisme

La nécessité et l'opportunité du socialisme

32. Le Programme du Parti déclare : « Les renversements contre-révolutionnaires ne changent pas le caractère de l'époque. Le XXI<sup>e</sup> siècle sera le siècle d'un nouvel essor du mouvement révolutionnaire mondial et d'une nouvelle série de révolutions sociales ». Les luttes qui se limitent à défendre certains acquis, même s'ils sont nécessaires, ne peuvent apporter de solutions substantielles. La seule issue et la perspective inévitable reste le socialisme, malgré la défaite de la fin du XX<sup>e</sup> siècle .

La nécessité du socialisme émerge de l'aggravation des contradictions du monde capitaliste contemporain, du

système impérialiste. Cela découle du fait qu'au stade impérialiste du développement du capitalisme, caractérisé par la domination des monopoles, les conditions matérielles qui nécessitent la transition vers un système socio-économique supérieur ont pleinement mûri.

Le capitalisme a socialisé la production à un niveau sans précédent. Or, les moyens de production, les produits du travail social constituent une propriété privée et capitaliste. Cette contradiction est à l'origine de tous les phénomènes de crise des sociétés capitalistes contemporaines : le chômage et la pauvreté, qui atteignent des niveaux explosifs lors des crises économiques. L'allongement de la durée quotidienne du travail, malgré la forte augmentation de la productivité du travail, et une expansion simultanée du travail partiel. L'incapacité à satisfaire les besoins sociaux contemporains en matière d'éducation et de spécialisation professionnelle, de prévention et de réadaptation en matière de soins de santé, basés sur les avancées scientifiques et technologiques modernes. La destruction provocatrice de l'environnement avec de graves conséquences pour la santé publique et celle des travailleurs, le manque de protection contre les catastrophes naturelles malgré les nouvelles possibilités

technologiques. La destruction des guerres impérialistes, le trafic de drogue et le commerce d'organes humains, etc.

En même temps, cette contradiction du capitalisme indique la voie à suivre : l'alignement des rapports de production sur le niveau de développement des forces productives. L'abolition de la propriété privée sur les moyens de production, à commencer par les plus concentrés, leur socialisation, leur utilisation planifiée dans la production sociale dans le but de satisfaire les besoins sociaux. Planification centrale de l'économie par le pouvoir socialiste ouvrier révolutionnaire, contrôle ouvrier. L'objectif socialiste est réaliste car il est enraciné dans le développement du capitalisme lui-même. Sa désignation ne dépend pas du rapport de forces, c'est-à-dire des conditions dans lesquelles l'action révolutionnaire se développe et qui peuvent accélérer ou ralentir les développements.

La victoire de la révolution socialiste, d'abord dans un pays ou dans un groupe de pays, découle de l'application de la loi du

développement économique et politique inégal du capitalisme. [54] Les conditions préalables qui mettent la révolution socialiste à l'ordre du jour ne mûrissent pas simultanément à l'échelle mondiale. La chaîne impérialiste se brisera à son maillon le plus faible.

Le devoir « national » spécifique de chaque PC est la réalisation de la révolution socialiste et de la construction socialiste dans son propre pays, en tant que partie du processus révolutionnaire mondial. Cela contribuera à la création d'un « socialisme pleinement consommé » dans le cadre de la « collaboration révolutionnaire des prolétaires de tous les pays ». [55]

La thèse léniniste sur le maillon faible ne néglige pas la relation dialectique du national avec l'international dans le processus révolutionnaire, qui s'exprime par le fait que le passage à la phase la plus élevée du communisme présuppose la prédominance mondiale du socialisme, ou du

moins, sa victoire dans les pays développés et les plus influents du système impérialiste.

33. Le degré de maturation des conditions matérielles préalables au socialisme diffère entre les différentes sociétés capitalistes en raison de la loi du développement inégal du capitalisme. Le critère fondamental du développement des relations capitalistes est l'étendue et la concentration du travail salarié.

Dans les conditions de l'impérialisme, le retard relatif du capitalisme peut déclencher une brusque exacerbation des contradictions, d'où une crise révolutionnaire et la possibilité d'une victoire. Cependant, le degré de retard socio-économique rendra d'autant plus difficile la future construction socialiste, la lutte du nouveau contre l'ancien. La vitesse de la construction socialiste est influencée par ce dont elle hérite. [56]

Quoi qu'il en soit, le niveau du passé capitaliste dont hérite le pouvoir ouvrier révolutionnaire ne justifie pas la remise en question des lois fondamentales de la révolution et de la construction socialistes. Ces lois sont applicables de manière générale dans tous les pays capitalistes, indépendamment de leurs particularités historiquement conditionnées, qui existaient sans aucun doute au cours de la construction socialiste au XXe siècle . Ils existeront certainement aussi lors d'une future construction socialiste, qui débutera cependant sur la base d'un développement capitaliste bien plus avancé que celui de la Russie de 1917.

Enrichissement de notre conception programmatique  
concernant le socialisme

34. Le 15ème Congrès du KKE a défini la révolution à venir en Grèce comme socialiste. Il définit également le caractère anti-impérialiste, anti-monopole et démocratique du Front comme l'alliance sociopolitique de la classe ouvrière avec les autres couches populaires, qui, sous certaines conditions préalables et sous la direction du KKE, peut évoluer vers un parti révolutionnaire. front pour la réalisation de la révolution socialiste. Les Congrès ultérieurs, notamment le XVIe , enrichissent le contenu programmatique du Front.

Dans le programme du KKE ont été exposées nos thèses fondamentales concernant le socialisme, que nous pouvons aujourd'hui enrichir et développer, en utilisant les conclusions concernant la construction socialiste en URSS au XXe siècle, basées sur les thèses marxistes-léninistes développées dans le deuxième chapitre.

35. Le niveau élevé de monopolisation qui s'est produit, surtout ces dernières années, est la condition matérielle préalable à la socialisation immédiate des moyens de

production dans l'industrie, dans le commerce et le tourisme concentrés, de sorte que la richesse produite puisse devenir propriété sociale. Sur la base de la socialisation, toute forme d'activité commerciale privée dans les domaines de la santé, de la protection sociale, de la sécurité sociale, de l'éducation, de la culture et du sport doit être immédiatement abolie.

La propriété sociale et la planification centrale créeront la possibilité de la disparition du chômage.

La planification centrale de l'économie, basée sur la propriété sociale des moyens de production concentrés, est un rapport de production communiste. La Planification Centrale devrait garantir la préséance du Département I par rapport au Département II, la reproduction élargie proportionnelle. Les plans de l'État couvriront des objectifs à long terme, à moyen et à court terme dans la planification de l'édification socialiste et de la prospérité sociale.

La mise en œuvre de la planification centrale sera organisée par secteur, par le biais d'une seule autorité étatique unifiée, avec des branches régionales et sectorielles. La planification sera basée sur un ensemble d'objectifs et de critères tels que :

En matière d'énergie : le développement d'infrastructures pour répondre aux besoins de production planifiée, la réduction du niveau de dépendance énergétique du pays, la sauvegarde d'une consommation populaire adéquate et bon marché, la sécurité des travailleurs du secteur et des zones résidentielles, la protection de la santé publique et de l'environnement. Dans cette direction, les politiques énergétiques reposeront sur les piliers suivants : l'utilisation de toutes les sources d'énergie nationales (lignite, hydroélectrique, éolienne, etc.), la recherche et la découverte systématiques de nouvelles sources, la poursuite de collaborations interétatiques mutuellement bénéfiques.

Dans le domaine des Transports, la priorité sera donnée au transport de masse plutôt qu'au transport individuel, au transport ferroviaire sur le continent. La planification sera

réalisée sur la base du critère de fonctionnement interconnecté et complémentaire de toutes les formes de transport et dans le but d'assurer un transport rapide et bon marché des personnes et des marchandises, d'économiser l'énergie et de protéger l'environnement, de développer le développement prévu. pour l'élimination du développement régional inégal, le contrôle total de la sécurité nationale et la défense de l'État socialiste. Une condition préalable à la réalisation de ces objectifs dans le développement des transports est la planification des infrastructures pertinentes - ports, aéroports, gares ferroviaires, routes - et d'une industrie pour la production de moyens de transport. Cela s'applique également aux télécommunications, à la transformation des matières premières, à l'industrie manufacturière, en particulier à la production mécanique, dans le but d'une économie autonome (dans la mesure du possible), réduisant la dépendance à l'égard du commerce extérieur et des transactions avec les économies capitalistes dans ces pays. secteurs cruciaux.

La terre sera socialisée, tout comme les grandes entreprises agricoles capitalistes. Des unités productives d'État seront créées pour la production et la transformation des produits agricoles comme matières premières ou comme articles de consommation.

On encouragera les coopératives de production des petits et moyens paysans, ayant le droit d'utiliser la terre comme moyen de production. Les petits et moyens paysans participeront en tenant compte dans un premier temps, aux fins de répartition, de la superficie des terres et du nombre d'animaux par lesquels chacun d'eux a été intégré à la coopérative. La mesure de la socialisation de la terre exclut, d'une part, la possibilité d'une concentration foncière à l'intérieur ou à l'extérieur de la coopérative et, d'autre part, des changements dans l'utilisation de la terre et sa marchandisation. La réalité grecque n'exige pas de redistribution des terres. Des cultivateurs sans propriété seront employés dans les unités agricoles organisées par l'État. La coopérative de production pour la production de petites marchandises dans les villes sera encouragée dans le même sens.

Les coopératives de production créeront les conditions préalables à l'extension des relations communistes dans tous les secteurs de l'économie à travers la concentration de la petite production marchande, son organisation, la division du travail au sein des coopératives, l'augmentation de la

productivité du travail et l'utilisation des nouvelles technologies. Un système de distribution des produits coopératifs via les magasins d'État et coopératifs sera créé. La planification centrale déterminera les proportions entre le produit distribué via le marché coopératif (et leurs prix) et le produit distribué via le mécanisme étatique. L'objectif est qu'à terme, tous les produits des coopératives soient distribués via un mécanisme étatique unifié. Les coopératives de production sont liées à la planification centrale par des objectifs de production fixés et des plans de consommation de matières premières, d'énergie, de nouvelles machines et de services.

Les nouvelles avancées technologiques et scientifiques seront utilisées, dans le but de réduire le temps de travail, d'augmenter le temps libre, qui peut être utilisé pour l'amélioration du niveau éducatif et culturel, pour l'acquisition des capacités nécessaires pour participer pleinement à la vie. contrôle de la gestion et dans les institutions du pouvoir d'État.

La recherche scientifique sera organisée à travers les institutions étatiques - organismes d'enseignement supérieur, instituts, etc. - et servira la Planification Centrale, l'administration de la production sociale et des services sociaux, afin de développer la prospérité sociale.

36. Une partie du produit social sera distribuée selon les besoins, assurant de manière égale les services publics et gratuits : soins de santé, éducation, sécurité sociale, loisirs, protection des enfants et des personnes âgées, transports bon marché (et dans certains cas gratuits). , services de télécommunications, approvisionnement en énergie et en eau pour la consommation populaire, etc.

Une infrastructure sociale publique sera créée qui fournira des services sociaux de haute qualité afin de répondre aux besoins auxquels répondent aujourd'hui les individus ou les ménages familiaux (par exemple, restaurants sur le lieu de travail, dans les écoles).

Tous les enfants d'âge préscolaire bénéficieront d'un enseignement préscolaire gratuit, public et obligatoire. L'enseignement scolaire général (de base) exclusivement public et gratuit d'une durée de 12 ans sera assuré pour tous par le biais d'une école dotée d'une structure, d'un programme, d'une administration et d'un fonctionnement unifiés, d'une infrastructure technique et d'un personnel spécialisé formé. Un enseignement professionnel exclusivement public et gratuit sera assuré après l'achèvement de l'enseignement de base obligatoire. Grâce à un système unifié d'enseignement supérieur public gratuit, un personnel scientifique sera formé, capable d'enseigner dans les établissements d'enseignement et de fournir du personnel spécialisé dans les domaines de la recherche, de la production socialisée et des services de l'État.

Un système de santé et de protection sociale exclusivement public et gratuit sera mis en place. La production directement sociale (moyens de production socialisés, planification centrale, contrôle ouvrier) crée les conditions matérielles nécessaires pour qu'une économie socialiste en développement - en fonction de son niveau de développement - puisse garantir de manière égale à tous ses membres les conditions de santé, les soins et le bien-être en

tant que biens sociaux. Ils sont fournis comme une condition préalable au bien-être physique et psychologique, au développement intellectuel et culturel de chaque personne, qui dépendent des conditions de vie et de travail, des conditions environnementales et sociales globales affectant la capacité de chacun à travailler et à mener une activité sociale.

37. Avec l'élaboration et la mise en œuvre du premier plan d'État, le fonctionnement des relations marchandise-argent sera déjà restreint. Leur restriction continue, avec la perspective de leur disparition complète, est liée à l'extension planifiée des rapports communistes dans l'ensemble de la production et de la distribution, avec l'expansion des services sociaux pour satisfaire une part toujours plus grande des besoins de consommation individuelle. L'argent perd peu à peu son contenu de forme de valeur, sa fonction de moyen d'échange marchand et se transforme en un certificat de travail, par lequel les travailleurs peuvent avoir accès à la partie du produit social qui est distribuée en fonction de leur travail.

L'accès à ces produits est déterminé par la contribution du travail de l'individu au travail social total. La mesure de la contribution d'un individu est le temps de travail, qui est déterminé par le Plan et est couplé aux objectifs suivants : économies de matières premières, application de technologies plus productives, organisation plus rationnelle du travail, exercice des fonctions de contrôle dans l'administration. - gestion.

Le temps de travail prend également en considération les besoins globaux de la production sociale, les conditions matérielles du processus de production dans lequel le travail « individuel » est incorporé, les besoins particuliers de la production sociale (par exemple le transfert de la main-d'œuvre vers des régions spécifiques ou des secteurs prioritaires). , ainsi que d'autres besoins sociaux particuliers (par exemple, maternité, personnes ayant des besoins particuliers). Des incitations seront créées pour le développement d'une attitude communiste d'avant-garde vis-à-vis de l'organisation et de l'exécution du travail, l'augmentation globale de l'efficacité du collectif dans l'unité de production ou le service social, grâce aux différents travaux particuliers combinés. . Les incitations viseront à la diminution du travail purement non qualifié et manuel, à la

diminution du temps de travail, parallèlement à l'accès aux programmes éducatifs, aux services de loisirs et culturels, à la participation au contrôle ouvrier. Nous rejetons la forme monétaire des incitations.

La politique régissant le revenu monétaire du travail sera élaborée sur la base des principes mentionnés ci-dessus, avec une tendance à atténuer puis à éliminer les écarts de revenu monétaire. Quelles que soient les dérogations temporaires visant au recrutement d'experts dans certains secteurs de l'économie, elles seront traitées de manière planifiée, en donnant la priorité à l'augmentation des revenus des couches les moins bien payées des travailleurs.

La planification centrale vise, à moyen et long terme, à développer de manière généralisée la capacité d'effectuer un travail spécialisé, ainsi que des changements dans la division technique du travail, pour parvenir au développement global de la productivité du travail et à la réduction du temps de travail, dans la perspective d'éliminer les différences entre

travail exécutif et travail administratif, entre travail manuel et travail intellectuel.

Le rôle et la fonction de la Banque centrale vont changer. La régulation de la fonction de l'argent, comme moyen de circulation des marchandises, se limitera à l'échange entre la production socialiste et la production des coopératives agricoles, en général la production marchande de la partie des biens de consommation qui ne sont pas produits par la production socialiste. unités, jusqu'à l'élimination définitive de la production marchande. Sur cette base, les fonctions respectives de certains organismes de crédit d'État spécialisés pour les coopératives agricoles et autres coopératives productives et de certains petits producteurs de matières premières seront contrôlées.

Il en sera de même pour les transactions internationales-interétatiques (commerce, tourisme), aussi longtemps qu'il y aura des États capitalistes sur terre. Par conséquent, en tant que département de la Planification Centrale, il régulera les réserves d'or ou les réserves d'autres matières premières qui fonctionnent comme monnaie mondiale. Le nouveau rôle de

la Banque centrale dans l'exercice de la comptabilité sociale générale sera façonné et sera lié aux organes et aux objectifs de la planification centrale.

38. La construction socialiste n'est pas compatible avec la participation du pays à des formations impérialistes telles que l'UE et l'OTAN. Le pouvoir d'État révolutionnaire, en fonction de la situation internationale et régionale, cherchera à développer des relations interétatiques, avec un bénéfice mutuel, entre la Grèce et d'autres pays, en particulier avec les pays dont le niveau de développement, les problèmes et les intérêts immédiats peuvent assurer une telle coopération bénéfique. . L'État socialiste cherchera à coopérer avec les pays et les peuples qui ont objectivement un intérêt direct à résister aux centres économiques, politiques et militaires de l'impérialisme, en premier lieu avec les peuples qui construisent le socialisme. Il cherchera à utiliser toutes les ruptures possibles qui pourraient exister sur le front impérialiste en raison des contradictions inter-impérialistes, afin de défendre et de renforcer la révolution et le socialisme. Une Grèce socialiste, fidèle aux principes de l'internationalisme prolétarien, sera, dans la mesure de ses capacités, un rempart pour le mouvement anti-impérialiste, révolutionnaire et communiste mondial.

39. Le pouvoir d'État révolutionnaire de la classe ouvrière, la dictature du prolétariat, a le devoir de faire obstacle aux tentatives de la bourgeoisie et de la réaction internationale de restaurer la domination du capital. Elle a le devoir de créer une société nouvelle, avec l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme. Sa fonction n'est pas seulement répressive – organisationnelle. Elle est également constructive – politique, culturelle, éducative et défensive – sous la direction du Parti. Elle exprimera une forme supérieure de démocratie, avec la participation énergique de la classe ouvrière, du peuple, à la solution des problèmes fondamentaux de la construction de la société socialiste et au contrôle du pouvoir d'État et de ses organes, qui en est la caractéristique fondamentale. C'est un instrument de la lutte de classe de la classe ouvrière, qui se poursuit sous d'autres formes et dans des conditions nouvelles.

Le centralisme démocratique est un principe fondamental dans la formation et le fonctionnement de l'État socialiste,

dans le développement de la démocratie socialiste, dans la gestion de l'unité productive et de chaque service social.

Le pouvoir ouvrier révolutionnaire sera basé sur les institutions qui seront portées par la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière et de ses alliés. Les institutions parlementaires bourgeoises seront remplacées par les nouvelles institutions du pouvoir ouvrier.

Les noyaux du pouvoir d'État de la classe ouvrière seront les unités de production, les lieux de travail, à travers lesquels le contrôle ouvrier et social de l'administration sera exercé. Les représentants des travailleurs auprès des organes du pouvoir d'État seront élus (et si nécessaire révoqués) parmi ces « communautés de production ». Les jeunes qui ne sont pas engagés dans la production (par exemple les étudiants de l'enseignement supérieur) participeront à l'élection des représentants par l'intermédiaire des unités éducatives. La participation des femmes inactives et des retraités se fera

d'une manière particulière, en faisant appel à l'organisation de masse et aux unités fournissant des services spéciaux.

L'exercice du contrôle ouvrier et social sera institutionnalisé et sauvegardé dans la pratique, tout comme la critique sans entrave des décisions et des pratiques qui entravent la construction socialiste, la dénonciation sans entrave de l'arbitraire subjectif et du comportement bureaucratique des fonctionnaires, ainsi que d'autres phénomènes négatifs et déviations du socialisme. -les principes communistes.

La représentation des coopératives agricoles et des petits producteurs de matières premières garantit leur alliance avec la classe ouvrière. La composition des organes supérieurs est composée de délégués élus parmi les organes inférieurs par les organes correspondants. On veillera à ce que la majorité des représentants à ces organes soient composées de travailleurs des unités de production socialistes et des services sociaux publics.

L'organe suprême du pouvoir d'État est un organe de travail - il légifère et gouverne en même temps - dans le cadre duquel s'effectue la répartition des pouvoirs exécutifs et législatifs. Ce n'est pas un parlement, les représentants ne sont pas permanents, ils peuvent être révoqués, ils ne sont pas coupés de la production, mais sont en congé de leur travail pour la durée de leur mandat, selon les exigences de leurs fonctions de représentants. Ils ne bénéficient d'aucun privilège économique particulier découlant de leur participation aux organes du pouvoir d'État. Le gouvernement, les chefs des différents pouvoirs exécutifs (ministères, administrations, comités, etc.) sont choisis par l'instance la plus élevée.

Une constitution révolutionnaire et une législation révolutionnaire seront promulguées, qui seront conformes aux nouvelles relations sociales – propriété sociale, planification centrale, contrôle ouvrier – et qui défendront la légalité révolutionnaire. Sur cette base seront façonnés le droit du travail, le droit de la famille et toute la consolidation juridique des nouveaux rapports sociaux. Un nouveau système judiciaire sera mis en place, qui s'appuiera sur des

institutions populaires révolutionnaires pour rendre la justice. Les nouvelles autorités judiciaires seront placées sous la supervision directe des organes du pouvoir d'État. Le corps judiciaire sera composé de juges populaires élus et révocables, ainsi que de personnel permanent, responsable devant les institutions du pouvoir d'État ouvrier.

Parmi les devoirs du pouvoir d'État révolutionnaire de la classe ouvrière figurera le remplacement de tous les mécanismes administratifs par de nouveaux correspondant au caractère de l'État prolétarien. L'utilisation des structures et du personnel issus de l'ancien mécanisme étatique présuppose leur rééducation révolutionnaire. Le temps de travail, les droits et devoirs des travailleurs seront réglementés conformément à la loi révolutionnaire. La direction du parti, sans aucun privilège, veillera à l'exécution des directives susmentionnées.

Les nouveaux organes de sécurité et de défense révolutionnaires s'appuieront sur la participation des

travailleurs et du peuple, mais disposeront également d'un personnel permanent spécialisé.

A la place de l'armée bourgeoise et des organes répressifs, qui seront complètement dissous, de nouvelles institutions seront créées, basées sur la lutte armée révolutionnaire pour la destruction de la résistance des exploités et pour la défense de la Révolution. Le rôle dirigeant du Parti dans les unités militaires et dans les forces de défense de la révolution sera assuré. Leurs cadres seront façonnés en fonction de leur position vis-à-vis de la Révolution.

Progressivement, via de nouvelles écoles militaires, un nouveau corps sera créé, choisi majoritairement parmi des jeunes issus du milieu ouvrier. Il sera formé aux principes du nouvel Etat-pouvoir. L'expérience positive de la construction socialiste, où les devoirs de défense des acquis révolutionnaires étaient accomplis non seulement par les organes permanents spéciaux, mais aussi par la

responsabilité du peuple à travers les comités ouvriers par équipes, etc., sera utilisée.

40. Le KKE, en tant qu'avant-garde de la classe ouvrière, a le devoir de diriger la lutte pour la transformation complète de toutes les relations sociales en relations communistes.

Son rôle révolutionnaire d'avant-garde est consolidé par l'effort constant visant à assimiler et à développer davantage la théorie marxiste-léniniste, le communisme scientifique, avec l'assimilation des réalisations scientifiques contemporaines et l'interprétation de classe des problèmes qui surgissent au cours du processus de fondation et de développement. de la formation socio-économique communiste.

À chaque phase, il est important de garantir la composition prolétarienne du Parti, car la société socialiste n'est pas homogène et présente des contradictions sociales.

Le rôle révolutionnaire dirigeant du parti est confirmé par sa capacité à dynamiser la participation et le contrôle des travailleurs, surtout dans l'unité de production et dans les services sociaux.

Le rôle du Parti n'est pas simplement idéologique et éducatif. C'est le parti de la classe qui détient le pouvoir d'État et y joue un rôle dirigeant. Par conséquent, le PC doit avoir une relation organisationnelle directe et dirigeante avec toutes les structures de la dictature du prolétariat. Il fournit l'orientation stratégique. Elle doit s'occuper de toutes les questions politiques importantes qui ont trait à l'exercice du pouvoir d'État ; elle doit mobiliser la classe ouvrière dans le contrôle du pouvoir d'État et de l'administration de la production.

## Épilogue

Notre Parti poursuivra ses études et ses recherches, en vue d'une meilleure codification de nos conclusions, y compris les questions qui n'ont pas été entièrement traitées. Tout aussi importante est l'assimilation de nos élaborations actuelles sur le socialisme-communisme par tous les membres du Parti et de la Jeunesse Communiste, par les amis du Parti.

C'est ce devoir qui déterminera la capacité du Parti à relier pleinement sa stratégie à la lutte quotidienne, à formuler des objectifs pour les problèmes immédiats des travailleurs en relation avec la stratégie de conquête du pouvoir ouvrier révolutionnaire et de construction socialiste.

Février

2009

Le 18ème

Congrès du KKE

Notes de fin

[1] École d'économie de l'Université Lomonossov, Moscou.  
«Économie politique», Vol. 4, Gutenberg Press, 1980, p. 150.

[2] La Grande Encyclopédie Soviétique, Vol 31, p. 340, fait référence à la loi intitulée « Principes de la législation du travail en URSS et dans les républiques fédérées ».

[3] VI Lénine, Œuvres complètes, édition grecque (Synchroni Epohi), vol. 43, p. 57 et p.79, vol. 44, pages 191-200.

[4] VI Lénine, Œuvres complètes, SE, Athènes, Vol 39, p. 15.

[5] K. Marx, « Critique du programme Gotha », édition grecque (SE), p. 22.

[6] K. Marx, « Capital », Volume 1, pp. 91-92 (édition grecque)

[7] K. Marx, « Critique du programme Gotha », édition grecque, p. 21, 22, 23 et Fr. Engels, « Anti-Duhring », édition grecque, 2006, p. 328, 329, 330.

[8] K. Marx, « Capital », tome 1, p 91-92. (Édition grecque). Le « temps » comme mesure du travail doit être considéré « simplement dans un souci de parallèle avec la production de marchandises ».

[9] K. Marx, « Le Capital », tome 2, p. 357. (édition grecque).

[10] VI Lénine, « À propos de notre révolution », Œuvres complètes, édition grecque (SE), vol. 45.

[11] À la veille de la Première Guerre mondiale, il y avait un développement et une concentration importants pour l'époque de la classe ouvrière en Russie : le nombre total d'ouvriers était estimé à 15 millions, parmi lesquels 4 millions étaient des ouvriers de l'industrie et des chemins de fer. En outre, il a été estimé que 56,6 % des travailleurs industriels étaient concentrés dans les grandes industries comptant plus de 500 travailleurs. La Russie était au cinquième rang mondial et au quatrième rang européen en termes de part dans la production industrielle internationale. Bien entendu, l'essor de la production industrielle avait commencé à la fin de la première décennie du 20e siècle . Les branches de moyens de production ont augmenté leur production de 83% durant la période 1909-1913 (augmentation annuelle

moyenne de 13%). Cependant, la grande industrie capitaliste était concentrée dans six régions : Centre, Nord-Ouest (Petrograd), Baltique, Sud, Pologne, Oural, qui représentaient environ 79 % des ouvriers industriels et 75 % de la production industrielle. Les profondes inégalités qui caractérisaient l'économie de l'Empire russe à la veille de la Première Guerre mondiale se reflètent dans les données statistiques de cette époque, malgré leurs diverses imperfections. La classe ouvrière n'approche que 20 % de la population totale (selon les sources, elle est citée de manière variable entre 17 % et 19,5 %). Les petits producteurs de matières premières (paysans, artisans, etc.) représentaient 66,7% et les classes exploiteuses 16,3%, parmi lesquelles 12,3% étaient des koulaks. Académie nationale des sciences de l'URSS, « Économie politique », Publications Cypraiou, 1960, p.542 et « La Grande Encyclopédie soviétique » Vol. 31, p.183-185.

[12] En 1913, le PNB par habitant de la Russie était 11,5 % de celui des États-Unis. Environ les deux tiers de la population étaient complètement analphabètes.

[13] Une orientation qui a été tracée lors du XVe Congrès (1927). L'AUCP (b) a donné du poids à l'augmentation de la productivité des ménages de petite et moyenne taille et à la fourniture de technologies et d'équipements. La nationalisation de la terre n'est pas entrée en conflit avec les droits d'usage de la terre des petits et moyens paysans. Il a bénéficié au petit ménage agricole et aux formes de coopération des ménages agricoles dispersés depuis les plus simples, les « compagnies », jusqu'aux « artel ». La politique à l'égard des petits ménages agricoles, de la petite production, était une politique d'aide et non de lutte. Il rejetait la destruction des formes inférieures d'organisation de la production au nom de formes plus vastes. En même temps, il promouvait les avantages du kolkhoze et du sovkhoze. En parallèle, il visait à vaincre certaines sections du koulak dans les villages et, par la suite, à éliminer la classe koulak en tant que classe.

[14] Décision du CC, 15.3.1930 et article personnel de IV Staline (« Dizzy from success », IV Staline, Collected Works, V.12, p. 218-227, édition grecque), où des erreurs qui ont aggravé la stabilisation de l'alliance ouvrière-paysanne ont été relevés et des positions ont été prises en faveur de la reconnaissance des erreurs et de leur correction, dans autant

de domaines et de circonstances que possible, là où les erreurs n'avaient pas créé de faits irréversibles dus à des déviations ou à une trajectoire incorrecte.

[15] L'affaire « Chakhty » concerne le sabotage effectué dans l'industrie charbonnière de la région du Donbass par des spécialistes bourgeois, cadres de l'industrie qui avaient été employés par le pouvoir soviétique dans l'organisation et la gestion de la production. Lors du procès qui eut lieu en 1928, il fut prouvé que ces cadres avaient des liens avec les anciens propriétaires capitalistes de mines de charbon partis à l'étranger. Le sabotage faisait partie d'un plan global visant à saper l'industrie socialiste et le pouvoir soviétique.

[16] Malgré les succès obtenus dans la mise en œuvre du 4ème plan quinquennal (1946-1950), la direction du PCUS a noté les problèmes suivants au cours de cette période : La lenteur de l'introduction de nouvelles réalisations scientifiques et technologiques dans un série de branches de l'industrie et de la production agricole. Usines avec des

équipements techniques anciens et une faible productivité, production de machines-outils et de machines de technologie obsolète. Phénomènes de ralentissement, de routine, d'inertie de la direction des usines, d'indifférence à l'égard de l'introduction du progrès technique comme stimulant constant du développement des forces productives. Le retard dans le rétablissement de la production agricole, la faible productivité par acre de la culture du blé, la faible productivité de l'élevage, dont la production totale n'avait même pas atteint les niveaux d'avant-guerre, avec pour conséquence des pénuries de viande, de lait, de beurre, fruits et légumes qui ont affecté l'objectif général d'élever le niveau de prospérité sociale.

Source : G. Malenkov, « Rapport du CC du PC (bolchevik) de l'URSS au 19e Congrès du Parti », publication CC KKE, p 48-64.

[17] G. Malenkov, « Rapport du CC du PC (bolchevik) de l'URSS au 19e Congrès du Parti », publication CC KKE, p 60.

[18] IV Staline, « Problèmes économiques du socialisme en URSS », Synchroni Epochi Publications, 1988, pp. 77-78 (édition grecque).

[19] IV Staline, « Problèmes économiques du socialisme en URSS », Publications Synchroni Epochi, 1988, p. 44 (édition grecque).

[20] « Sans aucun doute, avec l'abolition du capitalisme et du système exploiteur dans notre pays, et avec la consolidation du système socialiste, l'antagonisme des intérêts entre la ville et la campagne, entre l'industrie et l'agriculture, devait également disparaître. Et c'est ce qui s'est passé.... Bien entendu, les ouvriers et la paysannerie kolkhozienne représentent deux classes dont le statut diffère l'une de l'autre. Mais cette différence n'affaiblit en rien leur amitié. Au contraire, leurs intérêts s'articulent autour d'une ligne commune, celle du renforcement du système socialiste et de la victoire du communisme. Prenons par exemple la

distinction entre agriculture et industrie. Dans notre pays, cela réside non seulement dans le fait que les conditions de travail dans l'agriculture diffèrent de celles dans l'industrie, mais surtout dans le fait que, alors que dans l'industrie nous avons la propriété publique des moyens de production et des produits de l'industrie, dans l'agriculture, nous n'avons pas de propriété collective, mais collective. Il a déjà été dit que ce fait conduit au maintien de la circulation des marchandises et que ce n'est que lorsque disparaîtra cette distinction entre industrie et agriculture que la production marchande pourra disparaître elle aussi avec toutes ses conséquences. On ne peut donc nier que la disparition de cette distinction essentielle entre agriculture et industrie doit être pour nous d'une importance primordiale ».

IV Staline, « Problèmes économiques du socialisme en URSS », Publications Synchroni Epochi, 1988, p. 50-52 (édition grecque).

[21] G. Malenkov, « Rapport du CC du PC (bolchevik) de l'URSS au 19 e Congrès du Parti », publication CC KKE.

[22] Il existait de nombreux petits kolkhozes comptant de 10 à 30 ménages sur de petites parcelles de terrain, où les moyens technologiques n'étaient pas pleinement utilisés et où les coûts de gestion administrative étaient très élevés.

[23] Retard dans le développement d'un mécanisme qui refléterait dans la Planification Centrale les proportions réellement nécessaires entre les branches et les secteurs de l'économie.

[24] Il est important de noter comment les forces bourgeoises ont alors caractérisé les réformes de 1965 :

1.) La pensée économique bourgeoise les a caractérisés comme un retour au capitalisme (matériel publié dans « Economist », « Financial Times »)

2.) Ils avaient le soutien des économistes bourgeois occidentaux de l'école keynésienne et de la social-démocratie, qui caractérisaient les « réformes » comme une amélioration de la planification avec une lutte contre la bureaucratie.

[25] Les Sovnarkhoz ont été abolis en 1965 et les ministères distincts par secteur ont été rétablis.

[26] Jusqu'alors, les tracteurs, etc., appartenaient à l'État. Ils étaient concentrés dans des stations (stations machines-tracteurs - MTS) et étaient exploités par des ouvriers.

[27] En février 1958, une séance plénière du Comité central du PCUS décida la dissolution du MTS et la vente de ses

moyens techniques aux kolkhozes. Cette politique a abouti à une forte expansion de la propriété kolkhozienne aux dépens de la propriété sociale.

[28] Plénum du CC du PCUS en mars 1965, avec un rapport de L. Brejnev sur le sujet : « Mesures urgentes pour le développement ultérieur de l'économie agricole de l'URSS ».

[29] Jusqu'en 1958, en URSS, on utilisait des formes d'approvisionnement en produits agricoles auprès des kolkhozes qui limitaient l'élément marchand ou le conservaient dans la forme, mais pas dans le contenu ; achats obligatoires à bas prix d'approvisionnement, qui avaient force de taxe, contrats, c'est-à-dire vente de produits par les kolkhozes sur la base d'un contrat avec les organismes d'approvisionnement, paiement en nature pour le travail du MTS, achats de produits au-dessus du prix achats obligatoires à des prix légèrement supérieurs aux prix d'achat. Le système de passation des marchés a été institué en 1932-1933. Le

contrat est apparu plus tôt et a été étendu à la fourniture de cultures techniques.

[30] En 1970, le ménage supplémentaire en URSS produisait 38 % de légumes, 35 % de viande et 53 % d'œufs. Au total, le ménage supplémentaire produisait 12% de tous les produits agricoles vendus sur le marché (8% des produits agricoles et 14% de l'élevage).

Source : École d'économie de l'Université Lomonossov, Moscou : « Économie politique », Gutenberg. Athènes 1984. Volume 4, p. 319.

[31] Plénum du CC du PCUS, septembre 1965 sur le thème « Pour l'amélioration de la gestion de l'industrie, pour le perfectionnement de la planification et le renforcement de la dynamique économique de la production industrielle ». Les « réformes Kossyguine » ont atteint leur apogée dans les années 1970.

[32] Dans l'industrie, les réformes ont été appliquées expérimentalement en 1962, dans le fonctionnement de deux entreprises de production de vêtements, selon un système d'administration proposé par le professeur Liebermann (connu sous le nom de système de Kharkov).

Lieberman a soutenu que le calcul des primes aux administrateurs proportionnellement à la réalisation excessive du plan introduisait une contradiction entre les intérêts des administrateurs et l'intérêt de la société soviétique dans son ensemble. En effet, les dirigeants dissimulaient la capacité productive réelle des entreprises, créaient des stocks de matières premières et de biens et étaient indifférents à l'arrêt de la production de « biens inutiles ». Ils ont bloqué l'application des nouvelles technologies afin de ne pas altérer les « normes », c'est-à-dire les indices de production sociale, sur la base desquels la couverture des plans était mesurée. De cette façon, par exemple, ils produisaient du papier épais au lieu de papier fin, car les normes étaient mesurées en poids. Il a fait quelques observations correctes, mais a proposé des politiques erronées. C'est sur cette base que les communistes et les ouvriers furent persuadés de la nécessité de ces mesures.

[33] La Grande Encyclopédie Soviétique, Vol 30, p. 607, entrée « Sovkhoz » (édition grecque).

[34] Voir les articles de VM Glushkov [publiés dans KOMEP (Communist Review) 1/2005] et ND Pikhorovich dans KOMEP 3/2005.

[35] Voir les documents de la Conférence nationale (panhellénique) du KKE (1995) « Réflexions sur les facteurs qui ont déterminé le renversement du système socialiste en Europe. La nécessité et la pertinence du socialisme », pages 23-24.

[36] G. Malenkov, « Rapport du CC du PC (bolchevik) de l'URSS au 19e Congrès du Parti », extraits republiés dans KOMEP (Revue communiste) 2/1995.

[37] Idem

[38] La Grande Encyclopédie Soviétique, Vol 17, p. 671, entrée « CPSU » (édition grecque).

[39] G. Malenkov, « Rapport du CC du PC (bolchevique) de l'URSS au 19e Congrès du Parti », extraits republiés dans KOMEP (Revue communiste) 2/1995.

[40] Comme on peut le déduire de l'histoire du PCUS, une lutte acharnée eut lieu au Présidium du CC en juin 1957, un an après le 20e Congrès . Les membres du Présidium du CC, Malenkov, Kaganovitch et Molotov, se sont opposés à la ligne du XXe Congrès en matière de politique intérieure et extérieure : contre l'expansion des pouvoirs des républiques fédérées dans la construction économique et culturelle, contre les mesures restreignant l'État. mécanisme et réorganisation de l'administration de l'Industrie et de la Construction, contre la mesure d'augmentation des incitations matérielles pour les kolkhoziens, contre la suppression des achats obligatoires de produits agricoles auprès des ménages supplémentaires des kolkhozniks. Molotov s'est également opposé à l'expansion vers des terres vierges. Tous trois ont pris position contre la ligne politique internationale du Parti. Finalement, Malenkov, Kaganovitch, Molotov et Shepilov ont été déchus de leur rang au sein du CC et du Présidium du CC lors de la session plénière du CC en juin. Boulganine a reçu une sévère réprimande accompagnée d'un avertissement. D'autres membres ont également été pénalisés. Pervukhin a été rétrogradé de membre régulier à membre suppléant du Présidium du CC, Saburov a été démis de ses fonctions de membre suppléant du Présidium. En octobre 1957, le Présidium et le Secrétariat s'agrandissent avec de nouveaux membres.

« Histoire du PCUS », Éditions politiques et littéraires, 1960, pp. 861-865.

[41] Victor Tiulkin, premier secrétaire du CC du RCWP-RCP, dans son discours à la Conférence internationale sur le 80e anniversaire de la Grande Révolution socialiste d'Octobre à Moscou, note que :

- La 19e Conférence du PCUS a déclaré le pluralisme politique.

-La voie vers la politique de marché a été ouverte lors du 28e Congrès du PCUS.

- Le Plénum du CC du PCUS (avril 1991) a ouvert la voie à des politiques de privatisation.

-La politique d'« indépendance » nationale (cessation de l'URSS) a été suivie par le groupe des communistes dans les congrès des soviets.

- La dissolution de l'URSS a été approuvée sans discussion par la soi-disant majorité communiste au sein du Soviet suprême.

Dans un article de 2000, à l'occasion du 10e anniversaire de la convocation du 28e Congrès du PCUS, Tioulkine mentionne que, lors de la Conférence panrusse qui a créé le Parti communiste de la Fédération de Russie (dans le cadre du PCUS) est apparu pour la première fois, la faction « Mouvement d'Initiative Communiste » qui, avec d'autres, a voté contre les décisions du 28e Congrès du PCUS.

[42] Lénine note : « L'accord entre la classe ouvrière et la paysannerie peut signifier n'importe quoi. Si l'on ne prend pas en considération le fait que, du point de vue de la classe ouvrière, un accord n'est admissible, juste et possible en principe que s'il soutient la dictature de la classe ouvrière et s'il fait partie des mesures visant à l'abolition des classes (...) » (VI Lénine, « Rapport sur l'impôt en nature », Œuvres Recueillies, Vol. 43, p.301, édition grecque).

Ailleurs dans la même discussion, Lénine notait : « Que signifie diriger la paysannerie ? Cela signifie d'abord

poursuivre la voie de l'abolition des classes, et non celle du petit producteur. Si nous nous écartions de cette ligne fondamentale, nous cesserions d'être socialistes et nous retrouverions dans le camp de la petite-bourgeoisie, dans le camp des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires... » (VI Lénine, « Discours de conclusion sur le rapport sur les impôts en nature », Collected Works, Vol. 43, p.318, édition grecque).

[43] République socialiste fédérative soviétique de Russie.

[44] Le rapport de A. Jdanov à la séance plénière du CC de l'AUCP (b) (février-mars 1937) fait référence aux problèmes suivants que le nouveau système électoral cherchait à résoudre : « nous devons surmonter les effets néfastes psychologie qu'ont certains de nos cadres du parti et de l'Union soviétique, qui pensent qu'ils peuvent facilement gagner la confiance du peuple et dormir tranquillement, en attendant qu'on leur offre chez eux, sous un tonnerre d'applaudissements, leurs postes d'adjoints pour leurs

services antérieurs. Grâce au vote secret, on ne peut pas prendre pour acquis la confiance du peuple... Nous avons une couche importante de cadres dans le parti et les organisations soviétiques, qui pensent que leur tâche prend fin lorsqu'ils sont élus au soviet. En témoigne le grand nombre de cadres qui n'assistent pas aux sessions des soviets, des groupes de députés et des départements soviétiques, qui évitent de remplir les fonctions parlementaires fondamentales... Beaucoup de nos cadres dans les soviets ont tendance à acquérir des traits bureaucratiques et ont de nombreuses faiblesses dans leurs capacités. de leur travail, ils sont prêts à répondre de leur travail dix fois devant le bureau du parti dans un environnement « familial » proche, plutôt que de se présenter à une séance du plénum soviétique et de se critiquer eux-mêmes et d'écouter les critiques des masses. Je pense que tu le sais aussi bien que moi »

KOMEF (Revue communiste) 4/2008

[45] Pour des évaluations et des conclusions sur cette question, voir les « Thèses du CC du KKE sur le 60e

anniversaire de la victoire antifasciste du peuple », avril 2005.

[46] Initialement, le 9 septembre 1939, le Secrétariat de la CE de l'IC a qualifié la guerre d'impérialiste et de prédation des deux côtés, appelant les sections de l'IC des pays impliqués dans la guerre à lutter contre elle. .

[47] Voir « Histoire de la 3<sup>e</sup> Internationale », Académie des sciences de l'URSS, p. 428 (édition grecque).

[48] Il convient de noter qu'au 7<sup>e</sup> Congrès du KKE (1945) fut votée une décision concernant « l'unité politique internationale de la classe ouvrière », qui mentionnait entre autres : « Le 7<sup>e</sup> Congrès du KKE... exprime la souhaiter que tous les partis ouvriers du monde qui croient au socialisme, quelles que soient leurs différences, soient incorporés le plus

rapidement possible dans une organisation politique internationale unifiée de la classe ouvrière » .

Source : « Le KKE. Documents officiels », SE, vol. 6, p.113.

[49] Déjà, en 1935, le 7ème Congrès de l'IC « recommandait au CE de l'IC de déplacer le centre de poids de son activité vers l'élaboration de thèses politiques fondamentales et de thèses concernant la tactique du mouvement ouvrier mondial », en tenant compte des conditions spécifiques et des particularités de chaque pays » et a en même temps conseillé au CE de l'IC d'« éviter en règle générale toute implication directe dans les affaires organisationnelles internes des partis communistes ». Après le VIIe Congrès commença ce qu'on appelle la réorganisation du mécanisme de l'Internationale Communiste, grâce à laquelle « la direction opérationnelle des partis passa entre les mains des partis eux-mêmes... des secrétariats régionaux, qui exercèrent jusqu'à un certain point certaines fonctions opérationnelles ». la direction, ont été abolies.. A la place des départements du Comité Exécutif de l'IC, seuls deux organes ont été créés ; le département des cadres et le département de la propagande et des organisations de masse .

Académie des Sciences de l'URSS « Histoire de la Troisième Internationale » pp 433-434.

[50] Au COMINFORM (Bureau d'information des PC) étaient représentés les partis communistes et ouvriers suivants : Bulgarie, Hongrie, Italie, Pologne, Roumanie, URSS, Tchécoslovaquie et France.

[51] Rapport du CC du CP (b) au 19<sup>ème</sup> Congrès, p. 28 de l'édition du CC du KKE.

[52] « Le 20<sup>e</sup> Congrès du PCUS », éditions Zogia, 1965, page 8.

[53] « La préparation d'une nouvelle guerre est intégralement liée à la subordination des pays d'Europe et des autres continents à l'impérialisme américain. Le plan Marshall, l'Union occidentale, l'OTAN, tous ces maillons de la chaîne d'une conspiration criminelle contre la paix sont en même temps les maillons de la chaîne que les monopoles d'outre-mer nouent autour du cou des peuples. Le devoir des partis communistes et ouvriers dans les pays capitalistes est d'unir la lutte pour l'indépendance nationale avec la lutte pour la paix, de révéler le caractère antinational et traître de la politique des gouvernements bourgeois transformés en laquais déclarés. de l'impérialisme américain, d'unir et de rallier toutes les forces patriotiques démocratiques de chaque pays autour de slogans appelant à la fin de leur misérable subordination aux Américains, à une transition vers une politique étrangère et intérieure indépendante qui réponde aux intérêts nationaux des peuples. Les partis communistes et ouvriers doivent porter haut le drapeau de la défense de l'indépendance nationale et de la souveraineté des peuples ».

(Archives du KKE ; Résolutions du Bureau d'information des partis communistes et ouvriers, réunion de novembre 1949. Athènes. Ps73-74)

[54] VI Lénine : « Sur le slogan des États-Unis d'Europe », Œuvres complètes, vol. 26, pp. 359-363 (édition grecque) et « Le programme militaire de la révolution prolétarienne », Collected Works, Vol. 30, pp. 131-143 (édition grecque).

[55] VI Lénine « L'enfantillage de gauche et la mentalité petite-bourgeoise », Œuvres complètes, vol. 36, p.306 (édition grecque).

[56] Lénine a défendu en son temps la position selon laquelle dans les pays ayant un niveau de développement capitaliste « faible-intermédiaire » il est « plus facile de commencer, plus difficile de continuer » la révolution socialiste